

Interventions monétaires menées par les programmes WASH dans les camps de réfugiés





Interventions monétaires menées par les programmes WASH dans les camps de réfugiés

Acronymes

ACF	Action Contre la Faim
AcT	Argent contre travail
ALNAP	The Active Learning Network for Accountability and Performance in Humanitarian Action (Réseau d'apprentissage pour la responsabilisation et l'efficacité en matière d'assistance humanitaire)
ASM	Allocation de survie minimale
CaLP	Cash Learning Partnership
CGC	Coordination et gestion des camps
CLTS	Community Led Total Sanitation (Assainissement total piloté par la communauté)
CRS	Catholic Relief Services
CTI	Camps de toile informels
DFID	Department for International Development
ECHO	Service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission (ECHO)
EMMA	Emergency Market Mapping and Analysis Tool (Outil d'analyse cartographique des marchés en situation d'urgence)
GAB	Guichet automatique bancaire
GBV	Violence sexiste
GTT	Groupe de travail technique
GTTM	Groupe de travail sur les transferts monétaires
GWC	Global WASH Cluster (Cluster mondial WASH)
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
HIF	Humanitarian Innovation Fund
IEC	Information, Éducation, Communication.
IASC	Inter-Agency Standing Committee (Comité permanent interorganisations)
IIED	Institut international pour l'environnement et le développement
IM	Intervention monétaire
IRC	International Rescue Committee
MEB	Minimum Expenditure Basket (panier de dépenses minimum)
NRC	Conseil norvégien pour les réfugiés
ODI	Overseas Development Institute (Institut de Développement d'Outremer)
ONG	Organisation non gouvernementale
PBM	Programmes basés sur le marché
PCMMMA	Pre-Crisis Market Mapping and Analysis (Analyse cartographique des marchés avant la crise)
PDIP	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
PFR	Pays à faible revenu
PMU	Préparation monétaire aux urgences
PRM	Pays à revenu moyen
PRM	Personnes relevant du mandat du HCR
PTM	Programme de transferts monétaires
RDC	République démocratique du Congo
SAMS	Sécurité alimentaire et moyens de subsistance
SCI	Save the Children International
SCUK	Save the Children UK
SP	Subvention polyvalente
TMC	Transfert monétaire conditionnel
TMNC	Transfert monétaire non-conditionnel
TPO	Territoires palestiniens occupés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	United States Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le développement international)
WASH	Water Sanitation and Hygiene (Eau, assainissement et hygiène)
WVI	World Vision International

Glossaire¹

Argent contre travail (AcT)	Paiements monétaires fournis à la condition d'entreprendre un travail assigné. Ces montants sont généralement versés en fonction du temps travaillé (par exemple, le nombre de jours, le taux journalier), mais peuvent également être quantifiés en fonction des produits (par exemple, le nombre d'articles produits, les mètres cubes creusés). Les interventions d'AcT s'inscrivent généralement dans des programmes de travail publics ou communautaires, mais peuvent également inclure des formes de travail à domicile et autres.
Coupon	Coupon papier ou électronique qui peut être échangé contre des biens et/ou des services. Les coupons sont libellés dans une valeur monétaire (par exemple 15 USD) ou représentent un ensemble de produits ou de services prédéterminés (par exemple 5 kg de maïs ou une mouture de 5 kg de maïs) et sont échangeables auprès de fournisseurs prédéterminés.
Mécanisme de prestation	Moyens de réaliser un transfert en espèces ou sous forme de coupon (par exemple, carte à puce, transferts de fonds mobiles, enveloppes de paiement, etc.)
Subvention/transfert polyvalent	Transfert (régulier ou ponctuel) correspondant au montant dont un ménage a besoin pour couvrir, totalement ou en partie, un ensemble de besoins de base et/ou de relèvement. Les subventions polyvalentes (SP) sont par définition des transferts monétaires sans restriction. La SP contribuera à satisfaire le panier de dépenses minimum (MEB), mais peut également inclure d'autres besoins ponctuels/de relèvement.
Système de marché	Tous les acteurs ou acteurs, ainsi que leurs relations les uns avec les autres et avec les services de soutien ou commerciaux, ainsi que l'environnement habilitant ou les règles et les normes qui régissent le fonctionnement de ce système. Les systèmes de marché sont interconnectés lorsqu'ils partagent le même environnement habilitant et les mêmes règles, normes et services de soutien/commerciaux, par exemple lorsqu'ils opèrent au sein d'un même pays.
Transfert avec restriction	Transfert qui oblige le bénéficiaire à utiliser l'aide fournie pour accéder à des biens ou services prédéterminés. Les coupons sont, par défaut, des transferts avec restriction car la gamme de produits et de services fournis et/ou les détaillants ou les prestataires de services les fournissant sont prédéterminés.
Transfert électronique	Transfert numérique d'argent ou de coupons de l'agence de mise en œuvre à un participant au programme. Les transferts électroniques permettent d'accéder à de l'argent, des biens et des services au moyen d'appareils mobiles, de coupons électroniques ou des cartes (cartes prépayées, GAB, cartes de crédit ou de débit ...). Le transfert électronique est un terme générique qui désigne les espèces et les coupons électroniques.
Transfert monétaire	Espèces (argent) : Fourniture d'argent directement aux personnes relevant du mandat du HCR, par exemple dans une enveloppe (argent en mains propres), ou par l'intermédiaire d'un GAB, un téléphone portable ou un agent bancaire.
Transfert monétaire conditionnel	Un transfert conditionnel exige des bénéficiaires qu'ils entreprennent une activité spécifique (par exemple, aller à l'école, construire un refuge, assister à des dépistages nutritionnels, entreprendre un travail, suivre une formation, etc.) afin de recevoir une assistance. L'argent contre travail et l'argent contre formation sont tous deux des types de transfert conditionnel.
Transfert non-conditionnel	Les transferts non-conditionnels sont fournis au bénéficiaire sans que celui-ci ait rien à faire quoi que ce soit en retour.
Transfert sans restriction	Les transferts sans restriction peuvent être utilisés comme le destinataire l'entend, c'est-à-dire qu'aucune restriction ne s'applique à la manière dont le montant transféré est dépensé.

¹ Tiré des lignes directrices du HCR sur les IM et du glossaire du CaLP pour les PTM (2015)

Table des matières

Introduction	5
I. Interventions monétaires et WASH : Aperçu	6
I.1 Utilisation des IM dans le secteur WASH : les données probantes	6
I.2 Le potentiel des IM de répondre aux besoins en matière de WASH des réfugiés	8
II. Les IM dans le cadre d'activités WASH dans les camps de réfugiés : Nouvelles pratiques exemplaires et leçons apprises	11
II.1 Comprendre les marchés WASH	11
II.2 Choix du mode – coupons versus espèces	13
II.3 L'efficacité du recours à des modes mixtes dans les programmes WASH	15
II.4 Le rapport coût-efficacité du recours aux IM dans les programmes WASH	17
II.5 Maintien de normes de qualité des programmes WASH ayant recours aux IM	17
II.6 Importance du suivi des résultats et de l'impact	18
III. Recommandations	19
IV. Outils et orientations	24
IV.1 Outils d'analyse du marché	24
IV.2 Conseils techniques sur la mise à profit des IM dans le secteur WASH	24
IV.3 Orientations sur la conception et la mise en œuvre des IM	25
Références	26
Annexe A : Exemples de projets inclus dans l'examen	28
Annexe B : Études de cas de programmes WASH ayant recours aux IM	38

Introduction

Les droits de l'homme sous-tendent tous les aspects du travail de protection internationale du HCR et constituent un cadre normatif de base régissant les activités de protection et d'assistance du HCR, y compris celles visant l'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). Le HCR appuie la pleine application par les États de leurs obligations en vertu du droit international et des droits de l'homme, telles que prévues notamment par la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 (article 25) et les articles 11 et 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui appellent également toutes les personnes, y compris les réfugiés, à jouir du droit à un niveau de vie suffisant pour leur santé et leur bien-être et ceux de leur famille. En novembre 2002, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels a adopté l'Observation générale n° 15 sur le droit à l'eau, énoncée à l'article premier, affirmant que le droit à l'eau est indispensable à une vie dans la dignité. C'est une condition préalable au respect d'autres droits de l'homme.²

Le HCR a pour mission de permettre aux réfugiés de jouir d'un accès sécurisé à l'eau, en quantité suffisante, d'une qualité appréciable, et à des services d'assainissement et d'hygiène améliorés. Les différents contextes nationaux dans lesquels le HCR opère déterminent le type et le niveau d'implication de ce dernier dans l'appui à la fourniture de services WASH aux réfugiés.

Les interventions monétaires (IM) sont basés sur « la fourniture d'argent à des individus ou des ménages, que ce soit dans le cadre d'un secours d'urgence destiné à répondre à leurs besoins de base pour des produits alimentaires et non alimentaires, ou des services, ou destiné à acheter des biens essentiels à la récupération de leurs moyens de subsistance. »³. Pour le HCR, la caractéristique déterminante d'un TM est que l'argent ou les coupons sont remis aux personnes relevant de son mandat afin qu'elles puissent effectuer leurs paiements elles-mêmes. Le HCR souligne la différence entre les espèces et les coupons, soulignée dans l'encadré 1.

Encadré 1 : Définition du HCR des espèces et des coupons

- **Espèces (argent)** : Fourniture d'argent directement aux personnes relevant du mandat du HCR, par exemple dans une enveloppe (argent en mains propres), ou par l'intermédiaire d'un GAB, un téléphone portable ou un agent bancaire.
- **Coupons** : Coupon papier ou électronique qui peut être échangé contre des biens et/ou des services. Les coupons sont libellés dans une valeur monétaire (par exemple 15 USD) ou représentent un ensemble de produits ou de services prédéterminés (par exemple 5 kg de maïs ou une mouture de 5 kg de maïs) et sont échangeables auprès de fournisseurs prédéterminés.

Source : UNHCR (2016) What is and is not a Cash-Based Intervention. Internal Guidance Note

Ce rapport est basé sur une analyse documentaire de données secondaires, comprenant du matériel publié et de la littérature grise, complétée par des entretiens avec des informateurs clés visant à obtenir des informations sur des programmes n'ayant pas été suffisamment documentés.

La première section résume l'utilisation actuelle des TM dans le cadre des programmes WASH. La deuxième partie résume les meilleures pratiques et les leçons apprises, y compris les difficultés rencontrées, en s'appuyant sur les preuves tirées d'exemples de projets. La troisième section fournit des recommandations et des conseils sur les meilleures pratiques d'utilisation des TM dans des contextes de réfugiés. La quatrième section détaille les outils et les conseils existants.

² [http://www.unhcr.ch/tbs/doc.nsf/0/a5458d1d1bbd713fc1256cc400389e94/\\$FILE/G0340229.pdf](http://www.unhcr.ch/tbs/doc.nsf/0/a5458d1d1bbd713fc1256cc400389e94/$FILE/G0340229.pdf)

³ DG ECHO (2013) ; 3

I. Interventions monétaires et WASH : Aperçu

I.1 Utilisation des IM dans le secteur WASH : les données probantes

Les programmes WASH utilisent les IM pour œuvrer dans les trois domaines suivants : approvisionnement en eau, assainissement et hygiène. Cette section et les tableaux suivants résument les 23 programmes inclus dans ce compte-rendu. L'annexe A fournit des détails supplémentaires sur la mise en œuvre et les activités du programme.

Pour les programmes relatifs à l'eau, les IM sont principalement utilisées pour améliorer l'accès à l'eau potable par l'intermédiaire de divers fournisseurs d'eau, ainsi que pour améliorer l'accès aux kits de stockage et de traitement de l'eau, réparer et restaurer le réseau de distribution d'eau et assurer la maintenance de l'approvisionnement en eau.

Tableau 1 : Sommaire des IM axées sur l'approvisionnement en eau

Type d'intervention – distribution d'eau		Organisme partenaire	Pays	Contexte	En dehors du camp ?	Modalité
1	Accès à l'eau potable par l'intermédiaire de fournisseurs d'eau (camions-citernes)	Oxfam	TPO	Crise prolongée (réfugiés)	Oui	Coupon
2	Accès à l'eau potable par l'intermédiaire de fournisseurs d'eau (camions-citernes)	Solidarités International	Somalie	Sécheresse	Oui (contexte rural)	Coupon
3	Assurer un approvisionnement en eau continu	Oxfam	Bangladesh	Déclenchement rapide	Oui (contexte urbain et rural)	TMC
4	Accès à l'eau potable par l'intermédiaire de fournisseurs d'eau (camions-citernes et fournisseurs d'eau en bouteille)	Oxfam	Jordanie	Déplacement	Oui (contexte urbain et CTI)	Coupon
5	Accès à de l'eau salubre grâce à la fourniture de kits de traitement et de stockage de l'eau	CRS	Bénin	Déclenchement rapide	Oui (contexte rural)	Coupon
6	Accès à l'eau par l'intermédiaire de fournisseurs d'eau (camions-citernes d'eau)	ACF	Liban	Déplacement	Oui (contexte urbain et CTI)	
7	Accès à l'eau par l'intermédiaire de fournisseurs d'eau (camions-citernes d'eau et petits magasins)	ACF	Philippines	Déclenchement rapide	Oui (contexte urbain et CTI)	Coupon
8	Réparation et rétablissement du réseau d'eau courante	multiples	Philippines	Déclenchement rapide	Oui	AcT
9	Accès à l'eau par l'intermédiaire de fournisseurs d'eau (petits magasins)	ACF	CAF	Déplacement	Oui	Coupon
10	Réparation et rétablissement du réseau d'eau courante	Oxfam	Philippines	Déclenchement rapide	Oui	AcT

En matière d'assainissement, des IM servent à soutenir la construction d'installations d'assainissement par les ménages en couvrant soit le coût des matériaux, soit ceux de la main-d'œuvre, en fonction du contexte. Des IM permettent également aux ménages d'accéder à des services de vidange. La plupart des activités sont axées sur la fourniture de services au niveau des ménages.

Tableau 2 : Sommaire des IM axées sur les services sanitaires

Type d'intervention – services sanitaires		Organisme partenaire	Pays	Contexte	En dehors du camp ?	Modalité
11	Oxfam, ACF, MedAir	Liban	Déplacement	Oui (CTI)	Coupon	Coupon
12	CRS	Philippines	Déclenche- ment rapide	Oui (contexte urbain et rural)	TMC	Coupon
13	Solidarités International	Bangladesh	Déclenche- ment rapide	Oui (contexte urbain et rural)	Transfert monétaire	TMC
14	Agences du cluster CGC	Philippines	Déclenche- ment rapide	Oui	AcT	Coupon
15	ADESO (précédemment Horn Relief)	Kenya	Sécheresse	Oui (contexte rural)	AcT	Coupon
16	Multiples dont Save the Children, DRC, NRC	Liban, Jordanie	Déplacement	Oui	TMC ou cou- pons	
17	ACF	Philippines	Déclenche- ment rapide	Oui	Coupon	Coupon

Pour les programmes d'hygiène, les IM ont été utilisées pour permettre l'accès à une gamme de produits d'hygiène, remplaçant ainsi la distribution de kits d'hygiène.

Tableau 3 : Sommaire des IM axées sur les services d'hygiène

Type d'intervention – services d'hygiène		Organisme partenaire	Pays	Contexte	En dehors du camp ?	Modalité
18	Accès aux articles d'hygiène	Solidarités International	Congo	Crise prolongée (déplacés)	Oui (contexte rural)	Coupon
19	Accès aux articles d'hygiène	ACF	Ukraine	Déplacement	Oui	Coupon
20	Accès aux articles d'hygiène	Oxfam	Haïti	Déclenchement rapide	Oui	Coupon
21	Accès aux articles d'hygiène	Oxfam	Jordanie	Déplacement	Oui	Coupon
22	Accès aux articles d'hygiène	Oxfam	Liban	Déplacement	Contexte urbain et CTI	Coupon

Le secteur humanitaire est de plus en plus intéressé par le recours aux subventions en espèces polyvalentes pour répondre simultanément à un large éventail de besoins dans plusieurs secteurs par le biais d'un transfert monétaire unique. Cet examen a identifié un exemple d'utilisation de ces transferts monétaires inconditionnels et sans restriction permettant l'amélioration des résultats WASH et la mise en œuvre de subventions polyvalentes pour les réfugiés syriens au Liban et en Jordanie⁴. Dans les deux pays, les besoins en eau des ménages – les coûts d'achat d'eau auprès de fournisseurs privés – ont été pris en compte dans le panier de dépenses minimum de survie, sur lequel se base le calcul de la valeur de la subvention polyvalente transférée⁵. Dans le cas de la Jordanie, les coûts des services de vidange ont été pris en compte dans le calcul du panier de dépenses minimum de survie, mais pas au Liban. En Jordanie, les coûts des articles d'hygiène ont été pris en compte dans le panier de dépenses minimum, tandis qu'au Liban, ils ont été inclus dans le panier de dépenses minimum de survie. Il est intéressant de noter que les articles d'hygiène sont perçus différemment dans ces deux contextes – et les informateurs clés dans le cadre de

4 Les données probantes relatives aux subventions polyvalentes présentées dans la suite de cet examen proviennent du contexte libanais.

5 Groupe de travail sur les transferts monétaires en Jordanie (2014) ; Groupe de travail sur les transferts monétaires au Liban (2014)

cette étude étaient d'avis que ces articles étaient des éléments de survie essentiels. Cette différence reflète possiblement le défi que les agences ont dû relever pour définir des valeurs de transfert suffisantes pour les subventions dans un climat caractérisé par des besoins importants et une diminution des ressources.

Tableau 4 : Subventions polyvalentes intégrant les besoins en matière de WASH

	Type d'intervention	Organisme partenaire	Pays	Contexte	En dehors du camp ?	Modalité
23	Comblent les besoins essentiels, y compris l'accès à l'eau et aux articles d'hygiène	Le HCR et les ONGI ayant recours aux IM (Save the Children International, IRC, ACTED, Care, Solidarités, Vision mondiale)	Liban	Déplacement	Oui (contexte urbain et CTI)	SP

On a identifié 23 initiatives dans le secteur WASH ayant mis en œuvre les IM, ou étant en train de le faire, et c'est un constat positif, mais on manque encore de produits d'apprentissage documentés et rigoureux et de preuves de l'utilisation d'IM au sein des programmes WASH sous forme d'évaluations, de rapports de projet ou d'études sur les leçons apprises. Une seule étude a comparé le recours aux IM à d'autres modalités (prestations en nature) et on recense peu d'évaluations indépendantes. Parmi les initiatives ci-dessus, la majeure partie de l'apprentissage sur lequel se base cet examen provient de six programmes. Les détails sous forme d'études se trouvent à l'annexe B.

1.2 Le potentiel des IM de répondre aux besoins en matière de WASH des réfugiés

La section II détaille les principaux enseignements tirés de l'analyse des études de cas et de toute donnée probante disponible provenant d'autres exemples de projets. Voici quelques conclusions générales sur le potentiel des IM de répondre aux besoins en matière de WASH des réfugiés :

- Les données disponibles suggèrent le fort potentiel du recours aux IM pour faciliter l'accès des réfugiés à l'eau, dans des contextes où il s'agit d'un service payant. Alors que dans les camps de réfugiés, les services d'approvisionnement en eau et les services d'assainissement sont souvent fournis gratuitement, dans de nombreuses situations « hors camp », les réfugiés doivent acheter ces services.
- L'unique exemple de recours aux IM pour les services d'assainissement (vidange des latrines dans les camps de toile informels au Liban) fait la lumière sur des expériences plus contrastées. Les réfugiés étaient disposés et en mesure de payer pour les services au moyen de coupons, mais des difficultés sont apparues du côté de l'offre. En raison de la petite taille des fosses de latrines des ménages (les dimensions étant fixées par le gouvernement), il était peu rentable pour les prestataires de fournir le service à moins que les ménages ne puissent être visités collectivement, et ils hésitaient à se rendre dans des camps de tentes informels⁶. Cela montre à quel point il est important de prendre en compte le contexte et les facteurs politiques dans la conception du programme. Un programme similaire dans d'autres contextes pourrait ne pas être confronté à de telles limites.
- Il est prouvé que les IM peuvent soutenir avec succès des activités visant à améliorer l'assainissement au niveau des ménages⁷. Les transferts monétaires ont permis aux ménages d'acheter des matériaux de

⁶ Illustré dans l'étude de cas 4 – des coupons pour la vidange des latrines pour les réfugiés au Liban.

⁷ Par exemple, un projet de l'IASC chargé d'identifier les principaux défis de la programmation humanitaire destinée aux interventions WASH a montré que la durabilité et la maintenance continue des latrines constituaient un défi, et qu'employer la méthode ACT pour de telles activités pourrait empirer la situation une fois l'intervention d'ACT terminée. Les responsables du projet ont recommandé de concentrer l'activité au niveau de la famille ou du ménage, dans la mesure du possible. Luff (2014).

construction sur le marché et, dans certains cas, de payer la main-d'œuvre nécessaire à la construction⁸. Les avantages attendus incluent la stimulation de l'économie locale ; le fait de permettre une programmation à une plus grande échelle qui n'est possible qu'avec un soutien en nature sous forme de construction ; et l'amélioration de l'incidence du projet en raison de l'appropriation accrue du processus de construction par les ménages⁹. Il n'existait aucune preuve documentée de cette incidence attendue en raison du manque d'évaluations et de la tendance à se concentrer sur les produits plutôt que sur les résultats.

- Les données disponibles démontrent que les IM ont un fort potentiel de favoriser un accès effectif aux articles d'hygiène dans les environnements « hors camp ». Les expériences montrent que les bénéficiaires, les agences, les commerçants et la communauté au sens large tirent avantage des coupons pour la fourniture d'articles d'hygiène par rapport à la fourniture directe de kits d'hygiène. Aucun défi n'a été rapporté dans la littérature à ce sujet. Le tout est résumé à la figure 1. Dans des contextes de marchés robustes offrant un choix au consommateur et où les réfugiés manifestent une forte demande pour ces produits (en particulier dans les pays à revenu intermédiaire), il existe un réel potentiel de réduction de la dépendance à l'égard de la fourniture directe.

Tableau 5 : Avantages des coupons sur la fourniture d'articles en nature pour répondre aux besoins en matière d'hygiène dans les contextes « hors camp »

Pays	Avantages des IM sur la fourniture de kits d'hygiène	Source
Jordanie	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les réfugiés sont libres de choisir les articles dont ils ont besoin. ▪ Plus pratique que de faire la file d'attente pour recevoir des articles non alimentaires. ▪ Les niveaux de satisfaction des bénéficiaires étaient beaucoup plus élevés. ▪ Gain de temps pour l'équipe, donc plus rentable que de fournir les kits directement. ▪ Augmentation des revenus mensuels des marchands de 8 000 JOD (11 000 USD). ▪ A contribué à l'intégration des réfugiés dans la communauté d'accueil, car ils contribuaient à l'économie locale. 	Juillard (2014) ; entretiens
Haïti	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les déplacés sont libres de choisir les articles dont ils ont besoin. ▪ Réduction des risques en matière de sécurité associés aux distributions de masse. 	Brady and Creti (2012)

- En fin de compte, le contexte sera décisif. La grande majorité des expériences en matière d'IM dans le secteur WASH à ce jour se sont déroulées dans des contextes urbains. Les mouvements de populations de réfugiés sont de plus en plus à être soutenus en dehors des camps, et en particulier dans les zones urbaines, ce qui est propice à une meilleure adoption des IM par les acteurs WASH. La tâche des responsables des IM est plus ardue dans les contextes ruraux hors camp en raison de facteurs tels que l'isolement des communautés et la probabilité réduite qu'il existe un système de marché monétisé pour l'eau ou l'assainissement. Or, l'analyse contextuelle et du marché est cruciale et les IM doivent toujours être prises en compte quand il s'agit de trouver des solutions pour favoriser un meilleur accès aux articles d'hygiène, à un meilleur assainissement et à l'eau potable là où le marché existe et où la demande est présente. Dans le cas de l'assainissement, les approches d'IM risquent d'avoir moins de succès dans les contextes où la population se trouve au « premier échelon

8 Dans les contextes où des éléments de la méthode d'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) ont été mis à profit, des subventions en espèces ont été utilisées pour le matériel uniquement (sachant que pour une intervention d'ATPC complète, aucune subvention de quelque nature que ce soit n'est accordée aux ménages qui sont censés construire leurs propres latrines et les utiliser sans aide extérieure).

9 Bryant and Campbell (2014). Tel que souligné par des agences faisant l'essai d'interventions monétaires pour la construction de latrines en dehors des camps en RDC, aux Philippines, au Liban et en Jordanie.

de l'échelle de l'assainissement » – par exemple, dans certaines régions d'Asie et d'Afrique où la défécation à l'air libre est encore courante et où la demande reste à créer.

- Les directives opérationnelles du HCR en matière d'IM encouragent l'utilisation d'espèces plutôt que de coupons dans la mesure du possible, et recommandent que les coupons ne soient utilisés que lorsque cela est requis par les objectifs du programme ou par le contexte local¹⁰. Cependant, les programmes énumérés ci-dessus soulignent l'important recours aux coupons comme modalité par défaut au sein des programmes WASH, avec un recours limité aux transferts monétaires (transferts monétaires conditionnels pour la fourniture de services d'assainissement, des subventions polyvalentes au Liban, et de l'argent contre travail). Cela est dû aux préoccupations concernant la réalisation des objectifs sectoriels conformément aux mandats de l'agence¹¹ et à un manque de contrôle de la qualité des efforts de construction dans le cadre de programmes WASH lors de l'utilisation de transferts monétaires inconditionnels. Ces questions seront examinées de façon plus approfondie dans la section 2.
- Il est considéré que les travaux à forte intensité de main-d'œuvre dans le cadre des opérations WASH d'urgence offrent la possibilité d'améliorer les conditions de vie, tout en impliquant les bénéficiaires dans la construction de leurs propres services WASH, en promouvant l'autonomisation et l'appropriation et en améliorant le fonctionnement et la maintenance¹². Toutefois, les informateurs clés dans cette étude ont émis des avis plus mitigés quant aux opportunités à tirer de telles activités. Certains ont déclaré que les activités de base non qualifiées telles que le nettoyage des réseaux de drainage pouvaient donner de bons résultats dans le cadre d'initiatives WASH, mais qu'une grande partie du travail dans le domaine de l'assainissement collectif nécessitait le recours à une main-d'œuvre qualifiée. Ces points de vue sont corroborés par une littérature restreinte, telle que les expériences d'Oxfam sur l'utilisation des méthodes d'AcT pour l'assainissement des installations destinées aux déplacés à la suite du séisme en Haïti (encadré 2). Dans le contexte des activités du HCR, lors de crises prolongées où les fonds tendent à diminuer, ces activités d'AcT ne sont pas vraiment viables à moyen ou long terme et il est jugé préférable de gérer les besoins en assainissement au niveau des ménages dès que possible¹³.

Encadré 2 : Expériences des méthodes d'AcT dans le cadre d'initiatives d'amélioration de l'assainissement en Haïti

Oxfam a mené à bien une étude sur les enseignements tirés de son programme WASH en Haïti, qui avait utilisé l'AcT comme outil pour améliorer le système d'assainissement communautaire des déplacés après le séisme. Cette étude indique que l'AcT est un outil de subsistance conçu pour fournir de l'argent rapidement à des groupes spécifiques et qu'il n'est pas nécessairement approprié pour entreprendre une tâche de construction définie, pour laquelle il peut être plus utile d'engager des travailleurs journaliers. Il conclut que, du point de vue de WASH, la meilleure méthode de dégagement du drainage dans les camps consistait à faire appel à des travailleurs journaliers sous la direction de l'équipe WASH plutôt qu'uniquement par le biais d'activités d'AcT. Bien que l'AcT soit associé à l'accès aux moyens de subsistance, de telles activités nécessitent de prendre en compte leur durabilité probable, et donc leur rapport qualité/prix.

Source : Brady and Creti (2012)

10 HCR (2015a)

11 On craint que les fonds pour les dépenses liées à WASH ne soient évincées par d'autres besoins concurrents.

12 ECHO (2014)

13 Pers. Comm. HCR

II. Les IM dans le cadre d'activités WASH dans les camps de réfugiés : Nouvelles pratiques exemplaires et leçons apprises

II.1 Comprendre les marchés WASH

II.1.1 La mise en œuvre efficace des programmes repose sur la compréhension des systèmes de marché WASH

Pour concevoir et mettre en œuvre des IM solides, une compréhension approfondie du système de marché des produits et services WASH, des défis de l'offre et de la demande et des obstacles à l'accès est primordiale. Diverses études ont mis en évidence l'utilisation croissante de l'analyse de marché dans le secteur WASH¹⁴. Ces évaluations aident à trouver des moyens de lutter contre les obstacles à l'accès aux services WASH pour les réfugiés, qui peuvent ensuite soutenir, voire renforcer les marchés. Certains avantages sont illustrés à l'annexe IV.

Les marchés de l'eau, qui regroupent des acteurs publics et privés, peuvent être complexes. L'eau peut provenir d'une combinaison de réseaux de canalisations municipaux (principalement dans les zones urbaines), de sources d'eau communautaires (zones rurales), de camions-citernes privés se rendant jusqu'au bord de la route ou aux maisons, ainsi que de petits fournisseurs d'eau vendant de petits conteneurs et des bouteilles d'eau dans des kiosques. La population cible peut également avoir une préférence pour des sources d'eau potable précises, ce qui affectera sa demande de services particuliers¹⁵. Plusieurs programmes WASH consacrés à l'eau ont entrepris des analyses de marché pour comprendre ces marchés et ces préférences, et ont mis en place des IM (principalement sous forme de coupons) au niveau des ménages pour aider ces derniers à surmonter les défis économiques qu'ils rencontrent quand ils souhaitent accéder à l'eau par le biais du marché commercial¹⁶. Il est prouvé que le passage de la distribution en nature aux IM peut améliorer l'accès des plus vulnérables et réduire les impacts négatifs imprévus sur le marché local de l'eau¹⁷. Il est également prouvé que la mise en place d'IM non basée sur une compréhension suffisante de ces systèmes de marché peut avoir des conséquences négatives imprévues sur le marché et nuire à l'efficacité du programme¹⁸.

II.1.2 Facteurs limitant l'application efficace de l'analyse de marché

Certains problèmes signalés dans la littérature et par les informateurs clés limitent actuellement l'application efficace de l'analyse de marché dans le secteur WASH.

- i) Des études sur l'utilisation de l'analyse de marché dans le secteur WASH ont révélé que, bien que les praticiens du secteur WASH effectuent de plus en plus d'analyses de marché dans le cadre des analyses de situation, les données résultantes ne sont pas pleinement mises à profit dans le cadre de la conception du programme¹⁹. Plus précisément, ces études ont révélé qu'après une analyse de marché, les agences avaient toujours tendance à opter pour le même éventail limité d'options d'intervention. De même, la plupart des IM identifiées dans cette revue, bien que beaucoup d'entre elles soient basées sur une analyse du marché, se sont concentrées sur les coupons plutôt que sur un soutien monétaire ou indirect aux acteurs du marché. Cela pourrait être dû à une lacune dans

¹⁴ Smith et Mohiddin (2015) ; Juillard et Opu (2014)

¹⁵ Bauer et Wildman (2014) ; Juillard (2016). Par exemple, l'analyse du marché de l'eau à Gaza menée par Oxfam à l'aide de l'Outil d'analyse cartographique des marchés en situation d'urgence (EMMA) a révélé que 98 % des habitants de Gaza sont raccordés au réseau d'approvisionnement en eau, mais la grande majorité n'y compte pas pour de l'eau potable, car elle est perçue comme de mauvaise qualité. 87 % de la population achète de l'eau potable à des fournisseurs privés possédant des unités de dessalement de taille moyenne. Ceci en dépit du fait que 60 % de cette eau testée au niveau des ménages était contaminée par des coliformes fécaux (Oxfam 2013).

¹⁶ Un exemple est illustré dans l'étude de cas 2 – fourniture de coupons d'eau aux réfugiés en Jordanie.

¹⁷ Oxfam (2012b) ; Wildman, Brady et Henderson (2014)

¹⁸ Illustré dans l'étude de cas 1 – programme de coupons d'eau pour les réfugiés à Gaza.

¹⁹ Juillard (2016) ; Almadhyan et Dillon (2016)

les connaissances sur les utilisations des analyses de marché, bien que plusieurs des études de marché analysées recommandent diverses options d'intervention potentielles, notamment l'utilisation d'espèces. Cela pourrait plutôt être dû au fait que les agences ont tendance à élaborer les programmes dans leur « zone de confort » et en se basant sur leur expérience antérieure ; en effet, leurs expériences avec les interventions basées sur l'argent restent limitées et il règne globalement dans le secteur une méfiance vis-à-vis des espèces en raison des risques perçus. Ces questions sont examinées de façon plus approfondie dans la section II.2.

- ii) Tel qu'indiqué dans la littérature ²⁰, les systèmes de marché ne comprennent pas seulement la chaîne de valeur – toutes les étapes et tous les acteurs impliqués dans la production, la transformation, la distribution et la consommation du bien ou du service en question – mais aussi l'environnement de marché et les infrastructures, intrants et services clés qui sont essentiels au fonctionnement du système de marché, y compris les facteurs touchant la réglementation de ces systèmes. Les informateurs clés de cette étude de même que les conclusions de l'étude exploratoire de CRS laissent entendre que l'analyse des questions de gouvernance et des réglementations est très importante dans le secteur WASH, car le système du marché de l'eau peut fonctionner à travers des institutions et des cartels en position de pouvoir, et peut aussi s'avérer sensible d'un point de vue politique. Il a été estimé que ces éléments ne sont pas suffisamment inclus dans les évaluations de marché standard.

II.1.3 Les IM peuvent aider les acteurs du marché à surmonter les obstacles liés à l'offre sur les marchés WASH

Les IM du type illustré dans la section I sont conçues pour générer des résultats WASH en améliorant la demande de services. Cependant, afin que ces approches soient efficaces, les marchés doivent être suffisamment robustes pour répondre efficacement à cette augmentation de la demande. S'il existe des barrières liées à l'offre, qu'elles soient provoquées par la crise ou préexistantes, alors les IM adressées aux personnes relevant du mandat du HCR ne suffiront pas à garantir l'accès et obtenir les résultats escomptés.

Cependant, cela ne signifie pas que les IM ne peuvent pas être envisagées dans de tels contextes. La prestation d'IM aux personnes relevant de la compétence du HCR n'est qu'un exemple de programme basé sur le marché. Outre le soutien direct aux familles, les agences commencent à envisager de coopérer directement avec les acteurs du marché (notamment les commerçants, les prestataires de services du secteur privé et les organismes gouvernementaux et municipaux), afin d'accélérer la reprise du marché, d'améliorer la qualité des services et de renforcer les capacités des marchés et des services à répondre aux besoins pendant une crise ²¹. Là aussi, les IM constituent une option non négligeable, notamment la fourniture de subventions en espèces aux acteurs du marché afin de rétablir, d'élargir ou d'améliorer les marchés et les services.

Le présent examen a identifié un certain nombre de programmes WASH existants ou prévus qui incluent ou proposent une telle mobilisation des acteurs du marché. La plupart d'entre eux concernent le secteur de l'eau – les exemples figurent à l'annexe D. Il s'agit d'initiatives récentes et émergentes, de sorte que leur impact est peu évident. Bien que ces exemples donnent un aperçu de l'évolution des mentalités des praticiens WASH, les interventions WASH ne doivent pas être considérées comme un élément distinct, mais bien comme faisant partie intégrante du système de marché et de la conception des programmes, visant à mobiliser et à soutenir les acteurs du marché plutôt que de les exclure et de les remplacer. Les données disponibles issues d'un programme évalué à Gaza suggèrent que les IM peuvent être utilisées efficacement de cette manière pour surmonter les contraintes tant du côté de l'offre que du côté de la demande empêchant les réfugiés d'accéder aux services WASH, et qu'elles peuvent même encourager l'adoption de nouvelles pratiques WASH au niveau des ménages²².

20 IRC (2015) ; Juillard (2016)

21 Luff (2014) ; Bauer et Wildman (2014)

22 Voir l'étude de cas 1 – programme de coupons d'eau pour les réfugiés à Gaza.

L'exemple du marché de l'eau au Liban, présenté à l'Annexe D, souligne l'importance de prendre en compte les perceptions des clients concernant la qualité du service dans la planification des interventions. Cela illustre également un facteur de risque dont il faut tenir compte sur les marchés de l'eau de nombreux pays : les acteurs privés peuvent exercer un pouvoir de marché considérable et entraver le développement de solutions plus durables reposant sur des réseaux d'adduction régulés²³. Des agences au Liban et en Jordanie envisagent de s'associer aux fournisseurs de services municipaux pour les activités liées à la gouvernance visant à améliorer l'approvisionnement du réseau et la qualité de l'eau des communautés d'accueil et des réfugiés, parallèlement au développement de tarifs subventionnés (« tarifs sociaux ») pour un meilleur accès des ménages pauvres à ces services. Les programmes d'IM peuvent compléter ces activités en accordant des subventions aux ménages pauvres et vulnérables. Dans les contextes de déplacement à long terme, ces activités peuvent être considérées comme un moyen de relier secours et développement et de rechercher des solutions plus durables. Les déplacements de longue durée et les crises prolongées offrent la possibilité d'envisager de telles options de programmation dans le cadre de la transition des secours au développement.

II.2 Choix du mode – coupons versus espèces

II.2.1 Les risques liés à l'argent en relation avec les coupons, tels que perçus, ne sont pas étayés par des preuves

Les praticiens WASH préfèrent utiliser les coupons plutôt que de l'argent²⁴. L'argent a été utilisé pour des projets « argent contre travail » et les transferts monétaires conditionnels pour soutenir la construction d'un système d'assainissement au niveau des ménages. La seule utilisation identifiée de transferts monétaires inconditionnels/sans restriction identifiée a été la fourniture de SP pour répondre à une variété de besoins dans les pays d'accueil des réfugiés syriens et en Ukraine.

Les informateurs clés ont estimé que deux raisons principales incitaient à l'utilisation de coupons plutôt que d'argent. L'une concerne les normes et les objectifs de santé publique, en particulier dans le cas de l'approvisionnement en eau ou de la construction de latrines. La question des normes et des objectifs de santé publique est traitée plus en détail à la section 3.3. L'autre concerne la préoccupation que les besoins WASH ne soient pas prioritaires par rapport aux autres besoins du ménage.

Cependant, rien ne permet de confirmer que la distribution d'argent aux ménages créera un risque pour la santé publique sur la plan de WASH ou que les familles ne tiendront pas compte des dépenses en matière d'hygiène. Cette étude n'a également révélé aucune donnée ventilée par sexe ni aucune preuve suggérant que les besoins des femmes et des enfants seraient ignorés. Il s'agit plutôt plutôt des perceptions au sein du secteur.

En outre, plusieurs informateurs clés ont souligné qu'il était faux de penser que l'utilisation de coupons permettait de « contrôler » les dépenses des gens. Par exemple, les coupons pour l'eau ne préserveront pas la santé publique, car les bénéficiaires continueront généralement à compléter les ressources en eau fournies par l'aide humanitaire avec leurs propres revenus et leur choix d'approvisionnement. Dans les programmes ayant recours aux coupons pour les services d'hygiène, ces derniers peuvent être échangés contre d'autres produits non approuvés dans le magasin, ou les produits approuvés sont revendus contre de l'argent. Cette étude a mis en évidence un certain nombre de programmes de coupons pour les services d'hygiène dans le cadre desquels les bénéficiaires auraient échangé ou tenté d'échanger des coupons pour d'autres besoins tels que la nourriture²⁵. Lorsqu'ils constatent que les ménages font de tels choix en matière de coupons, certains programmes reviennent à des modes plus restreints tels que l'aide en nature²⁶. Cependant, il a

23 Voir également les expériences illustrées dans l'étude de cas 2 – fourniture de coupons d'eau aux réfugiés en Jordanie.

24 Juillard et Opu (2014)

25 Oxfam en Jordanie, ACF au Liban et Oxfam en Haïti

26 Certains organismes libanais sont revenus à la fourniture en nature après avoir été confrontés à de tels problèmes dans le cadre de leurs programmes de coupons.

également été prouvé que les bénéficiaires revendaient ou échangeaient des articles en nature fournis dans les programmes WASH, à l'instar de l'aide en nature dans des secteurs tels que la sécurité alimentaire²⁷. Dans le secteur WASH comme dans d'autres secteurs, restreindre les choix de dépenses dans des contextes où les ménages ont des besoins supplémentaires – et un besoin d'argent pour les satisfaire – ne garantit pas que le groupe cible du programme consommera les articles prévus par le programme.

II.2.2 Efficacité des transferts monétaires sans restrictions pour répondre aux besoins prioritaires

En effet, des données probantes limitées quant au recours aux transferts monétaires sans restrictions²⁸ suggèrent que, dans la première phase d'une urgence, les personnes accordent la priorité à la nourriture, à l'eau et au logement et qu'elles ne s'occupent des besoins en matière d'hygiène qu'après que ces besoins de base ont été satisfaits. Dans le cas des SP au Liban, où les coûts d'achat d'eau et d'articles d'hygiène ont été inclus dans la valeur de la subvention, ainsi que divers autres besoins, l'évaluation montre que ces transferts monétaires inconditionnels et sans restrictions ont été en mesure de répondre aux besoins des ménages en eau et en hygiène des ménages, les ménages choisissant d'acheter les deux types d'articles – une fois les autres besoins essentiels satisfaits, tels que les besoins alimentaires. Il a également été démontré qu'entre 13 et 17 % des bénéficiaires utilisaient une partie de la subvention pour améliorer les installations d'assainissement au niveau du ménage, ce qui n'a pas été pris en compte dans le calcul de la subvention, illustrant que les transferts monétaires sans restrictions permettent aux ménages de hiérarchiser leurs principales priorités en matière de WASH²⁹.

Les principales leçons tirées sont les suivantes :

- i) Comme pour tout programme sectoriel, le niveau des dépenses en produits et services WASH au moyen d'un transfert monétaire, ou l'ampleur de la « revente » dans le cadre d'un programme de coupons, dépendra du revenu total dont une famille dispose pour répondre à ses divers besoins. Ceci illustre l'importance de considérer les besoins de manière globale plutôt que sectorielle.
- ii) Ces données probantes suggèrent que dans les contextes où les réfugiés satisfont une multitude de besoins fondamentaux récurrents au moyen du marché, le fait de fournir une aide monétaire sans restrictions peut permettre aux bénéficiaires de prendre leurs propres décisions en fonction de leurs besoins et de se concentrer sur les besoins essentiels pour leur survie. Le degré de priorité que les ménages accordent aux dépenses WASH dépendra de leurs besoins, de la valeur de l'aide fournie et des besoins pris en compte dans le calcul de la subvention³⁰.
- iii) Favoriser les transferts monétaires sans restrictions pour répondre aux besoins de tous les secteurs nécessite un changement d'orientation des objectifs du programme – non seulement pour les praticiens WASH, mais pour tous les secteurs. L'évaluation des SP au Liban montre que, dans ce contexte, les SP ont contribué à améliorer le bien-être, mesuré par les dépenses, dans divers domaines. L'étude conclut que c'est essentiellement cette image globale de bien-être accru, y compris la capacité à faire face aux défis et le bien-être mental (ou le « bonheur ») des bénéficiaires, plutôt que la réalisation d'objectifs sectoriels spécifiques, qui valide la valeur de l'approche basée sur les SP en tant que moyen de fournir une aide de base aux réfugiés dans ce contexte.

II.2.3 Avantages et inconvénients de l'utilisation de coupons dans les programmes WASH

Les expériences d'agences qui ont piloté des initiatives basées sur des coupons dans le cadre de programmes WASH mettent en évidence un certain nombre d'avantages, énumérés à la figure 2, et

27 Entretien avec Oxfam Jordanie

28 Ceci inclut des preuves de l'utilisation des SP au Liban mentionnées dans le présent examen, ainsi que de l'utilisation des transferts monétaires sans restrictions par Oxfam à la suite du typhon Haiyan aux Philippines (comm. pers. d'Oxfam GB - d'après les données de la gestion de données des produits provenant de programmes d'Oxfam aux Philippines basés sur les interventions monétaires).

29 Ces résultats sont détaillés dans l'étude de cas 6 – Utilisation des SP pour répondre aux besoins des réfugiés au Liban.

30 Des efforts sont déployés au Liban en vue de peaufiner le panier de dépenses minimum de survie et la valeur de transfert pour les SP, et les acteurs du groupe de travail WASH sont invités à envisager si davantage de besoins en WASH peuvent et devraient être inclus (Source : entretiens).

ces initiatives constituent une option valable si le contexte est approprié. Cependant, les praticiens soulignent également divers problèmes liés à la mise en œuvre de programmes basés sur les coupons, en comparaison avec les espèces³¹.

Tableau 6 : Avantages et limites des coupons par rapport aux espèces dans le cadre de programmes WASH

Avantages (par rapport à l'argent)	Défis (par rapport aux transferts monétaires)
Les accords-cadres ou les protocoles d'entente conclus entre l'agence et le commerçant/prestataire de services signifient qu'il est possible de négocier des prix ou des articles en stock.	Dans le cas de populations mobiles telles que les réfugiés, les bénéficiaires peuvent quitter la zone couverte par leur entrepreneur en vidange/eau ou s'éloigner des magasins participants, et dans ce cas, ne peuvent pas utiliser leurs coupons.
Si des services de camion-citerne d'eau/de vidange sont désirés, de tels contrats offrent au fournisseur de services une garantie du volume de la commande, ce qui est nécessaire pour le motiver à visiter des zones plus isolées. Les agences peuvent également faire appliquer ce contrat au besoin.	Les coupons deviennent une monnaie et on a observé que certains ménages de réfugiés les revendaient, ou les échangeaient contre d'autres articles tels que de la nourriture.
Les petits magasins voient clairement quels articles ils doivent stocker.	Les articles achetés à l'aide de coupons peuvent être exclus des offres spéciales du magasin.
Peut amener une approche basée sur le marché et permettre aux bénéficiaires d'accéder aux produits de manière normale et dans la dignité, et d'une façon avantageuse pour les entreprises locales, lorsque le gouvernement impose des restrictions à l'utilisation des espèces.	Gestion intensive pour l'agence : préparation et le rapprochement des coupons ; négociation de contrat ; et sensibilisation des bénéficiaires, ce qui en fait une approche difficile pour une intervention de première phase.

Source : entrevues ; Juillard (2016) ; Oxfam (2014a, 2014b ; 2015c) Brady et Creti (2012) ; Boulinaud (2015)

II.3 L'efficacité du recours à des modes mixtes dans les programmes WASH

II.3.1 Les IM peuvent compléter plutôt que remplacer d'autres formes de soutien

Ce qui ressort clairement des programmes à ce jour, c'est que les IM ne remplacent pas toutes les interventions WASH « en nature » – elles sont plutôt utilisées pour compléter le soutien direct. Les expériences de ces approches de « méthodes mixtes » sont illustrées à la figure 3. À titre d'exemple, le rapport EMMA sur le marché de l'eau au Liban recommande toute une série d'activités potentiellement pertinentes dans la phase aiguë de l'urgence et au-delà, y compris les IM et la fourniture de matériel et de logiciels³². Lors de l'analyse de l'intervention, les informateurs clés se sont montrés très favorables à une telle approche par rapport à une approche « x ou y ». Les données provenant de ces programmes à modes mixtes démontrent que les IM peuvent être appropriées pour répondre à certains besoins précis, tandis que des activités complémentaires telles que l'assistance technique, les logiciels et la messagerie peuvent améliorer l'efficacité des IM³³.

31 L'étude de cas 5 – Expérience acquise avec les coupons pour articles/services d'hygiène dans le cas des réfugiés au Liban – met également en évidence les limites des coupons et la capacité des transferts monétaires à surmonter ces limites.

32 Oxfam (2014a)

33 L'étude de cas 1 – programme de coupons d'eau pour les réfugiés à Gaza – en est un autre exemple.

Tableau 7 : Exemples de « modes mixtes » dans le cadre de programmes WASH

Pays	Résultat	Modes mixtes	Source
Liban	Eau	Espèces avec nature Coupons d'eau pour l'achat d'eau auprès de fournisseurs privés et la distribution de réservoirs afin d'améliorer la capacité du ménage à stocker l'eau en toute sécurité.	Juillard (2016)
Bénin	Eau	Espèces avec formation En 2013, au Bénin, les fortes pluies ont entraîné des inondations généralisées qui ont affecté les moyens de subsistance et contaminé les principales sources d'eau. Des foires de coupons humanitaires ont été mises en place pour répondre aux besoins immédiats des ménages. Les coupons pouvaient être échangés contre une variété de produits, y compris des kits pour traiter et stocker l'eau. Les promoteurs d'hygiène ont sensibilisé les participants aux méthodes permettant de filtrer, de traiter et de stocker correctement l'eau.	CRS (2010)
Philippines	Installations sanitaires	Espèces avec formation, + construction directe Dans le cadre de son programme visant à fournir des transferts monétaires conditionnels aux familles pour la reconstruction d'abris et de latrines, aux familles qui auraient du mal à construire leurs propres latrines (ménages dirigés par une femme, personnes âgées ou handicapées), CRS a continué à fournir un soutien en nature.	Source : Ahmed et Hrybyk (2016)

II.3.2 L'importance de l'aspect logiciel de WASH

L'étude de l'IASC sur les mesures à prendre pour surmonter les problèmes de programmation humanitaire dans le secteur WASH a mis en évidence la nécessité de mettre davantage l'accent sur ces compétences non techniques en tant que moyen de maintenir une adhésion à long terme aux aspects tels que le traitement de l'eau. L'étude note que les activités de promotion de l'hygiène³⁴ au cours des interventions d'urgence ont augmenté - bien qu'il manque toujours de preuves sur l'efficacité de telles approches en cas d'urgence³⁵.

Les informateurs clés ont convenu qu'il était peu probable que les IM puissent, ni qu'elles ne devraient, se substituer à la « partie logicielle » de la programmation WASH, à savoir la mobilisation communautaire, les interactions interpersonnelles, la promotion de l'hygiène, l'utilisation du matériel WASH et la communication pour le changement de comportement. Toutefois, les informateurs ont déclaré qu'il était intéressant de pouvoir combiner ces activités avec les IM comme moyen de mieux générer la demande et d'assurer la durabilité des résultats des programmes d'urgence.

Il existe encore peu de données probantes quant à l'efficacité de la combinaison des IM avec des activités logicielles³⁶, mais les expériences d'Oxfam Gaza évaluées donnent une idée encourageante du potentiel³⁷. Étant donné la nature de plus en plus longue des crises de réfugiés, de tels investissements à long terme peuvent être considérés comme plus viables. Le succès dépendra d'une compréhension méticuleuse de la communauté à travers une analyse contextuelle et des obstacles à l'adoption qui existaient avant la crise.

En ce qui concerne la partie logicielle, la littérature³⁸ souligne que les praticiens du secteur craignent que l'utilisation des IM au sein des programmes WASH visant à encourager l'adoption de certains comportements par la population cible puisse aller à l'encontre d'un changement de comportement durable. Il est important de

34 Tels que la modification des comportements en matière d'hygiène et d'assainissement (Participatory Hygiene and Sanitation Transformation – PHAST) et l'assainissement total piloté par la communauté (ATPC)

35 Luff (2014)

36 Comme le souligne WSUP (2011), il n'existe actuellement aucune preuve permettant de déterminer si les IM influencent les activités volontaires telles que la promotion de l'hygiène, et le cas échéant, comment elles s'y prennent, ou si des interventions conditionnelles ou inconditionnelles influencent les résultats en matière de santé publique.

37 Voir l'étude de cas 1 – programme de coupons d'eau pour les réfugiés à Gaza.

38 Juillard et Opu (2014) ; Luff (2014)

veiller à ce que les interventions monétaires d'urgence ne compromettent pas le changement de comportement à long terme, mais complètent plutôt les programmes de développement au niveau national. Cependant, il faut nuancer le tout. Dans certains contextes d'urgence, les populations de réfugiés pourraient effectivement être soutenues financièrement afin qu'elles puissent investir leur temps dans de telles activités de construction si elles n'ont aucun moyen de subsistance. En outre, la fourniture d'espèces servant à assister à des sessions de formation ou de promotion de l'hygiène peut être appropriée dans des contextes particuliers où un tel besoin est défini, par exemple pour couvrir les coûts de transport ou indemniser les participants pour leur temps d'absence. Cela prouve qu'une analyse contextuelle solide est importante pour orienter les interventions.

II.4 Le rapport coût-efficacité du recours aux IM dans les programmes WASH

Le présent examen a recherché dans la littérature disponible des preuves de l'efficacité des IM dans le cadre des activités WASH. Il existe peu d'évaluations ou d'études comparatives (voir l'étude de cas 3 à titre d'exemple). Cet examen inclut également des preuves anecdotiques d'expériences partagées par des informateurs clés sur les programmes de coupons à l'annexe E. Il semble qu'en règle générale, on puisse s'attendre à ce que l'utilisation des IM soit plus fructueuse (en termes de coût financier et de rapidité d'exécution, particulièrement lors de la mise à l'échelle) que la fourniture directe. Cependant, le contexte jouera un rôle important ³⁹.

II.5 Maintien de normes de qualité des programmes WASH ayant recours aux IM

L'une des principales raisons avancées pour expliquer la réticence à aller de l'avant avec les IM (en particulier les transferts monétaires) au sein des programmes WASH est liée à des préoccupations en matière de santé publique. Comme mentionné dans la revue du CaLP ⁴⁰, les praticiens du secteur WASH ont beaucoup investi dans la conception d'interventions répondant à certaines spécifications afin de garantir que l'eau soit potable ainsi que le stockage et l'élimination sans danger des déchets ménagers et sanitaires. Les praticiens des centres d'hébergement ⁴¹ ont également fait part de leurs inquiétudes quant au risque que l'utilisation de fonds sans restriction restreigne la mise en œuvre des normes sectorielles. Les spécialistes de WASH et des centres d'hébergement ont également exprimé ces inquiétudes lors de l'atelier CaLP/ SPHERE 2016 ⁴². Les risques mis en évidence ici, et émanant d'informateurs clés dans cette étude, incluent l'achat d'eau de mauvaise qualité, le non-traitement de l'eau, la construction de latrines de mauvaise qualité ou dans un endroit qui crée un risque pour la santé publique, et le refus de curer les latrines.

Toutefois, comme l'ont reconnu divers informateurs clés, et comme le confirment les données probantes soumises à l'examen, il s'agit là d'une perception plutôt que d'un risque fondé sur des éléments concrets, car pratiquement aucune approche axée sur les paiements en espèces dans les programmes d'approvisionnement en eau ou d'assainissement n'a été mise à l'essai. Par ailleurs, on retrouve peu de preuves documentées à ce jour des quelques programmes qui ont utilisé des transferts monétaires ou des SP.

Lors de l'atelier CaLP/SPHERE, les participants ont mis en exergue ce que l'on pourrait considérer comme

³⁹ Illustré dans l'étude de cas 4 – des coupons pour la vidange des latrines pour les réfugiés au Liban.

⁴⁰ Juillard et Opu (2014)

⁴¹ Alors que les SP sont considérées comme très efficaces pour répondre aux besoins de base des bénéficiaires, le secteur de l'hébergement de secours a des doutes quant à la capacité des SP ou des transferts sans restrictions utilisés pour les efforts de construction autonomes des ménages peuvent effectivement fournir un logement sûr et adéquat permettant d'atteindre le niveau de qualité souhaité, en soulignant le risque que « les bénéficiaires se retrouvent avec des bâtiments non sûrs ou incomplets, faisant face à un manque de sécurité d'occupation, aux prises avec des dettes continues et caractérisés par une vulnérabilité accrue ». Global Shelter Cluster (2016).

⁴² Projet CaLP/Sphère (2016) – en mai 2016, CaLP et le projet Sphère ont organisé un atelier pour les praticiens afin de discuter des besoins et des préoccupations du secteur en ce qui concerne l'établissement de normes Sphère visant l'utilisation des IM dans les programmes consacrés à WASH et au logement.

un « double standard » pour les IM : en effet, il existe peu de contrôle sur la manière dont les éléments conformes à Sphère fournis « en nature » sont utilisés, ou s'ils sont utiles. Les participants ont suggéré que les IM permettent de mieux élaborer les programmes, car pour atteindre des normes de qualité, les programmes doivent prendre en compte les priorités et les préférences de la communauté et dialoguer de diverses manières avec les acteurs du marché⁴³.

La littérature fournit de bons exemples démontrant comment les agences ont pu s'assurer que les normes de qualité des programmes WASH sont respectées par le biais des IM⁴⁴. Cela montre que les interventions visant à améliorer l'accès des réfugiés à l'eau et à l'assainissement par le biais de transferts monétaires ou de coupons peuvent quand même être conformes aux normes, à condition qu'une analyse contextuelle adéquate soit entreprise et que des mesures d'atténuation et un suivi rigoureux soient mis en place afin de réduire les risques. Les mesures pourraient inclure l'engagement des fournisseurs de services à améliorer la qualité et la responsabilité de leurs services, ainsi que la sensibilisation, les conseils techniques et le renforcement des capacités des bénéficiaires.

II.6 Importance du suivi des résultats et de l'impact

Comme souligné ci-dessus, certains praticiens du secteur WASH ont une perception des IM que les preuves ne corroborent pas.

Comme indiqué dans l'étude du CaLP⁴⁵ et confirmé par les informateurs clés du présent examen, le manque de données probantes sur l'utilisation des IM dans les programmes WASH a rendu les praticiens prudents quant à la mise en œuvre de nouvelles initiatives. Cependant, si l'on investit pas davantage dans le pilotage de nouvelles approches, en les accompagnant d'un suivi adéquat et d'une évaluation rigoureuse des résultats et de l'impact, cet obstacle se perpétuera⁴⁶.

Le problème tient en partie au fait que le recours aux IM, et certainement à l'utilisation de modes non restrictifs, laisse une plus grande liberté de choix aux bénéficiaires quant à ce qu'ils achètent et qu'il est donc plus difficile de mesurer la réalisation des objectifs sectoriels. Le suivi des activités liées aux IM doit aller au-delà des indicateurs de niveau de production qui constituent le niveau d'analyse habituel du secteur WASH quand il s'agit de saisir des données sur les choix des bénéficiaires en matière de dépenses et, idéalement, sur les résultats de ces choix. Le suivi devrait également faire état des impacts plus vastes des activités du programme sur la communauté et le marché⁴⁷. Ces incidences sont plus difficiles à mesurer car elles n'existent pas dans une seule dimension et leur mesure prend beaucoup de temps et de ressources. Les discussions lors d'un récent événement d'apprentissage consacré à WASH et aux marchés⁴⁸ ont montré qu'il n'existait aucun cadre de suivi et d'évaluation permettant d'évaluer les avantages des programmes axés sur le marché ni de comparer les interventions d'urgence en nature conventionnelles à celles axées sur le marché⁴⁹.

43 CaLP/projet Sphère (2016)

44 L'étude de cas 3 – les TMC pour la reconstruction de latrines aux Philippines – montre que les transferts monétaires ont contribué au respect des normes de construction des latrines. Les études de cas n° 1 et n° 2 portant respectivement sur les coupons pour l'achat d'eau à Gaza et en Jordanie montrent comment ces interventions ont permis de garantir la qualité de l'eau accessible en ayant recours aux IM.

45 Juillard et Opu (2014)

46 Almadhyan et Dillon (2016)

47 Almadhyan et Dillon (2016)

48 En novembre 2015, la réunion annuelle du Global WaSH Cluster a organisé un événement d'apprentissage consacré aux marchés afin de mieux comprendre et de partager les expériences d'analyse de marché, de programmation axée sur le marché et d'utilisation des IM dans le secteur WaSH (IRC 2015).

49 IRC (2015)

III. Recommandations

Comme les activités de suivi et d'évaluation fiables des IM sont limitées, les avantages, les réussites et les défis qu'elles génèrent pour le secteur WASH ne sont pas encore pleinement connus. Cependant, les données disponibles montrent le fort potentiel des IM quand il s'agit de faciliter l'accès des réfugiés à un certain nombre de produits et services WASH, dans des contextes hors camp où les marchés sont accessibles et diversifiés et où il faut payer pour les services d'eau et d'assainissement. À l'avenir, toutes les parties prenantes devraient documenter les expériences et les apprentissages, y compris les réussites et les défis rencontrés, et les partager à plus vaste échelle afin de permettre une meilleure compréhension des opportunités et des contraintes liées aux IM pour WASH.

Comme c'est le cas pour toutes les IM, les IM que l'on souhaite mettre à profit dans le cadre d'initiatives WASH doivent faire l'objet d'une analyse approfondie sur les effets afin de comprendre quel serait le moyen le plus approprié de fournir de l'aide. Il peut s'agir d'argent, de coupons, de contributions en nature ou d'une combinaison des plusieurs moyens.

Bien que les IM soient un mode pertinent pour les initiatives WASH, les aspects suivants nécessitent une approche prudente :

- Détournement de fonds prévus pour WASH et implications potentielles en matière de santé publique ;
- Risque que les femmes puissent moins maîtriser les dépenses (y compris celles pour les produits de protection menstruelle) ;
- Dommages causés aux petits commerçants/entreprises ;
- Risque de mauvaise qualité de la construction, y compris en ce qui a trait à la santé et à la sécurité, et pouvoir limité des individus ou des familles de remédier aux problèmes ;
- Défis liés à la mesure de la réalisation des objectifs sectoriels.

Le tableau suivant fournit des recommandations en matière d'IM dans le cadre de programmes WASH déployés dans des environnements de réfugiés. Celles-ci devraient être examinées parallèlement au cycle de gestion des opérations d'IM, comme indiqué dans les Directives opérationnelles du HCR pour les interventions monétaires dans les situations de déplacement.

Tableau 8 : Principales considérations à prendre en compte pour atteindre les objectifs WASH

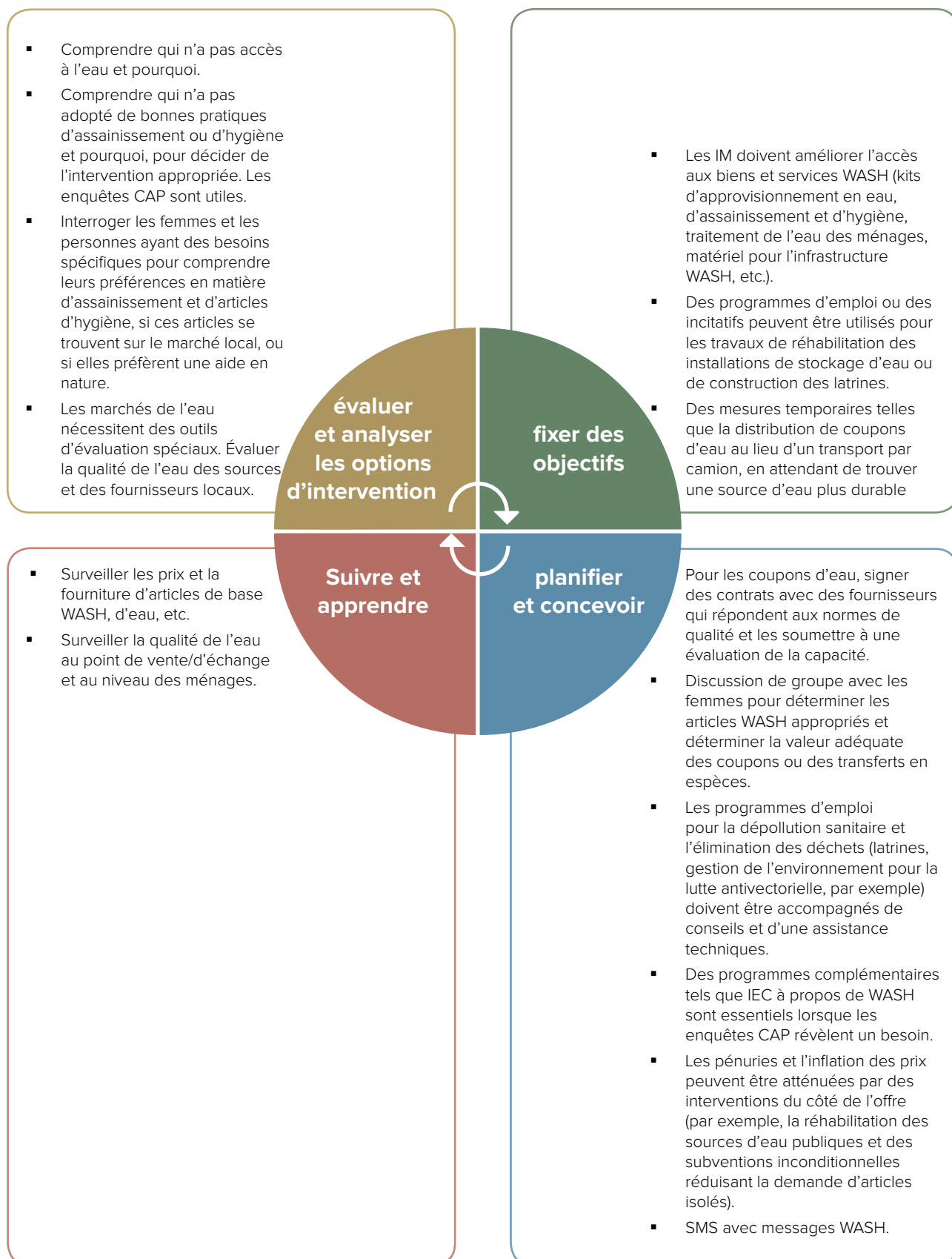


Tableau 9 : Recommandations pour des initiatives monétaires liées à WASH dans les environnements de réfugiés

Étape	Mesures clés	Considérations
<p><u>Étape 1</u></p> <p>Analyse des obstacles et des capacités et évaluations du marché</p>	<p><u>Gens:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Identifier les obstacles à l'accès et à l'utilisation des produits et services – l'offre et la demande. <p><u>Marchés:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Utilisez les outils d'évaluation du marché existants, l'analyse cartographique des marchés avant la crise (PCMA) ou l'analyse cartographique des marchés avant la crise (EMMA) et adaptez ces outils aux besoins spécifiques du secteur WASH. <p><u>Intervention en cas d'urgence:</u></p> <ol style="list-style-type: none"> Identifier la capacité des équipes de programme à supporter les IM et leurs besoins en matière de support Comprendre le niveau d'assistance sociale fourni dans tous les secteurs <p>Décision du mode de transfert :</p> <ol style="list-style-type: none"> Choisir le mode ou la combinaison de modes convenant le mieux à la mise en œuvre du programme WASH 	<p><u>Analyse des obstacles et de la capacité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Comprendre les barrières et les obstacles auxquels se heurtent les réfugiés et les communautés d'accueil pour accéder aux produits de base et aux services ; l'offre et la demande ; déterminer si les IM peuvent constituer une option appropriée à elles seules ou si des stratégies complémentaires seront nécessaires. <ol style="list-style-type: none"> <u>Demande</u> : Comprendre les attitudes, les comportements, les priorités et le pouvoir d'achat des populations touchées ; volonté et capacité de payer ; ainsi que la mobilité des populations. <u>Offre</u> : Voir les évaluations de marché ci-dessous. Évaluer la capacité des équipes de programme et des partenaires de mise en œuvre à concevoir et mettre en œuvre des IM ainsi que et les besoins d'aide possibles. Comprendre le niveau d'assistance sociale dans tous les secteurs afin de déterminer s'il existe un risque d'utilisation détournée des fonds pour d'autres besoins. <p><u>Évaluations de marché</u> : Évaluer/identifier/prendre en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> Si les marchés (tels que celui de l'approvisionnement en eau potable, des articles d'hygiène, des matériaux de construction, des services de vidange) fonctionnent et sont accessibles, et de quelle manière. Les principaux acteurs du marché et les systèmes de gouvernance – publics et privés, ou à grande/moyenne/petite échelle. La qualité des produits et services WASH et les économies d'échelle nécessaires (par exemple pour la vidange des fosses ou l'approvisionnement en camions-citernes). Le coût d'accès aux marchés et aux services et la capacité des marchés à répondre à un accroissement de la demande et de l'offre. Le cadre réglementaire existant régissant les produits et les services et son incidence sur les IM. Les options quant aux mécanismes permettant de fournir des espèces ou des coupons aux réfugiés/communautés d'accueil de manière sûre et sécurisée ; et si le contexte de sécurité permettra la remise d'espèces sans compromettre la sécurité. La rentabilité des principales options. Les implications de la gestion d'un tel programme sur le plan des ressources humaines. <p>Mode de transfert :</p> <ul style="list-style-type: none"> Envisager des modes de transfert mixtes, tels que : <ol style="list-style-type: none"> Recours partiel aux IM en complément à du matériels ou des articles non alimentaires ; ou IM + formation , ou IM + promotion de l'hygiène Variations possibles dans le temps: p. ex. articles non alimentaires (bidons, pichets, seaux, savon, etc.) fournis immédiatement à l'arrivée, puis transfert aux IM ; ACT en tant qu'outil de subsistance pour la période initiale ; et la transition d'une phase d'urgence immédiate à une phase de relèvement à long terme.

Étape	Mesures clés	Considérations
<p><u>Étape 2</u> Conception des IM dans le cadre de programmes WASH</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier les mécanismes potentiels de prestation des IM dans le contexte donné et les options qui se présentent selon les personnes, y compris les plus pauvres et les plus vulnérables. 2. Concevoir des IM en tenant compte des besoins, des forces du marché et des possibilités de renforcement, de suivi et de contrôle. 3. Concevoir et entreprendre des initiatives de renforcement des capacités des responsables de la mise en œuvre des IM. 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Si possible, concevoir des stratégies en collaboration avec d'autres secteurs, afin de garantir aux ménages le financement adéquat pour couvrir les besoins de base des autres secteurs, et réduire ainsi le risque de détournement de fonds destinés aux besoins WASH. <input type="checkbox"/> Déterminer s'il faudra élaborer des stratégies différentes pour les personnes les plus pauvres, les plus vulnérables ou dont les biens sont les plus endommagés, ainsi que les populations touchées en général ; et déterminer qui est susceptible de contrôler les ressources en espèces ou en coupons au sein du ménage. <input type="checkbox"/> Concevoir des stratégies de ciblage tenant compte de l'efficacité, de la protection, de l'équité et de l'inclusion. <input type="checkbox"/> Envisager des modes de transfert mixtes, tels que : <ol style="list-style-type: none"> a. Recours partiel aux IM en complément à du matériels ou des articles non alimentaires ; ou IM + formation , ou IM + promotion de l'hygiène b. Variations possibles dans le temps: p. ex. articles non alimentaires fournis immédiatement à l'arrivée, puis transfert aux IM ; ACT en tant qu'outil de subsistance pour la période initiale ; et la transition d'une phase d'urgence immédiate à une phase de relèvement à long terme. <input type="checkbox"/> Choisir le(s) mécanisme(s) de livraison pour l'IM : par exemple, diverses formes de virement de fonds ; coupons ; contributions à des subventions polyvalentes en espèces ; tarifs sociaux. <input type="checkbox"/> Sur la base des considérations ci-dessus et du cycle de gestion des opérations dans le cadre des IM, établir une procédure opérationnelle standard (SOP) pour les IM. <input type="checkbox"/> Concevoir et entreprendre des initiatives de renforcement des capacités liées aux IM en général, et des SOP spécifiques, pour : <ol style="list-style-type: none"> a. les fournisseurs (secteur privé, gouvernemental ou autre) b. les agences de mise en œuvre pour soutenir les approches d'IM ; y compris le suivi et l'évaluation
<p><u>Étape 3</u> Mise en œuvre des IM dans le cadre de programmes WASH</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Tisser des relations avec les fournisseurs de services, assurer un suivi et fournir un soutien continu. 2. Mettre en œuvre l'IM, en se basant sur les enseignements tirés des activités de S & E en cours. 3. Établir une communication solide avec les communautés pour la sensibilisation et le retour d'information. 	<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Bâtir des relations avec les fournisseurs de services, suivre leurs progrès et fournir un soutien continu pour combler les lacunes (p. ex. le renforcement des capacités des constructeurs en ce qui a trait aux nouvelles conceptions et à la santé et à la sécurité ; soutenir les fournisseurs de produits particuliers). <input type="checkbox"/> Mettre en œuvre l'IM, si possible sous forme de pilote pour commencer, en la déployant à l'échelle avec le temps et en tirant les enseignements des activités de suivi (voir section suivante), en modifiant les approches si nécessaire. <input type="checkbox"/> Établir une communication solide avec les communautés dans le but de : <ol style="list-style-type: none"> a. Sensibiliser aux bonnes pratiques d'assainissement et d'hygiène, y compris aux besoins en matière d'hygiène menstruelle et d'incontinence. b. Sensibiliser la communauté quant à la qualité minimale de base requise des matériaux. c. Fournir une assistance technique pour la construction ou de la formation (p. ex. sur l'utilisation de filtres à eau). d. Établir des mécanismes et des canaux de retour d'information pour permettre aux populations touchées de signaler les problèmes et de demander un soutien technique.

Étape	Mesures clés	Considérations
<p>Étape 4</p> <p>Suivi des IM dans le cadre de programmes WASH</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mettre en place un système de suivi et d'évaluation dès le début du processus d'IM. 2. Dans la mesure du possible, entreprendre des recherches pour comparer l'approche basée sur les IM à l'approvisionnement direct d'articles non alimentaires afin de constituer une base factuelle. 3. Documenter et partager les apprentissages et alimenter les processus en cours. 	<ol style="list-style-type: none"> □ Mettre en place un système de suivi et d'évaluation dès le début de l'IM, afin de garantir l'efficacité et de fournir de plus en plus de données probantes au secteur WASH quant aux avantages, à l'efficacité et aux défis des IM. Les mécanismes de réaction aux plaintes, comme indiqué dans la section précédente, peuvent également contribuer au suivi des IM du point de vue de WASH. □ Dans la mesure du possible, entreprendre des recherches pour comparer les approches basées sur les IM aux approches d'approvisionnement direct dans des zones parallèles, afin de constituer une base factuelle. □ Veiller à ce que le suivi, l'évaluation et les autres formes d'apprentissage mettent notamment l'accent sur : <ol style="list-style-type: none"> a. Les besoins des membres les plus pauvres et les plus vulnérables des populations touchées afin de garantir que les stratégies répondent à leurs besoins en matière de WASH et soient efficaces pour tous. b. La protection et la responsabilisation des populations, y compris la reconstruction en matière de santé et de sécurité. c. La qualité de la construction, des services et des produits. d. Les facteurs de risque de détournement de fonds et les besoins pour lesquels le pouvoir de décision en matière de dépenses du ménage peut être réduit, comme dans le cas des produits ménagers pour les femmes et les filles. □ Documenter et partager les apprentissages (réussites et défis) et alimenter les processus en cours. <p><u>Axe recommandé pour la mesure des résultats/de l'impact :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Conséquences souhaitables sur le plan du marché issues de la mesure des résultats/de l'impact : <ul style="list-style-type: none"> • Marché fonctionnel et sain • Disponibilité accrue de produits de qualité sur le marché • Demande accrue de produits de qualité sur le marché 2. Conséquences souhaitables sur le plan social issues de la mesure des résultats/de l'impact : <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du sentiment de bien-être • Effets positifs liés à l'égalité des sexes (accès aux installations WASH et aux articles non alimentaires en fonction du sexe), à la protection (sécurité de l'infrastructure WASH) et à l'inclusion des personnes vulnérables • Changements positifs sur le plan des revenus et la de perception des sexes 3. Conséquences souhaitables spécifiques au secteur issues de la mesure des résultats/de l'impact : <ul style="list-style-type: none"> • Diminution du taux de maladie • Qualité, utilisation et entretien de toute infrastructure construite • Augmentation de la capacité de travail dans le domaine de la construction

IV : Outils et orientations

Le présent examen a identifié les outils et orientations suivants pour les IM dans le secteur WASH :

IV.1 : Outils d'analyse du marché

Plusieurs outils d'analyse de marché sont disponibles. Les outils les plus couramment utilisés à ce jour par le secteur WASH incluent les outils EMMA et PCMA.

Practical Action (2010) The Emergency Market Mapping and Analysis Toolkit. IRC, Oxfam, InterAction et Practical Action.

Disponible ici : <http://www.emma-toolkit.org/practical-guidance>

IRC (2016) Pre- Crisis Market Analysis Toolkit. Oxfam/IRC.

Disponible ici <http://www.emma-toolkit.org/practical-guidance>

CaLP fournit ici une comparaison utile des différents outils d'analyse de marché :

<http://www.cashlearning.org/markets/humanitarian-market-analysis-tools>

Les examens précédents indiquent que ces outils ont été principalement développés en tant qu'outils de SAMS⁵⁰. La conclusion de ces examens et de l'événement d'apprentissage consacré à WASH et aux marchés était la suivante : les orientations et les outils existants sont largement suffisants pour le secteur WASH. Cependant, il est nécessaire de contextualiser les orientations par secteur, par exemple en ce qui concerne la terminologie utilisée, et de porter une plus grande attention aux systèmes de marché complexes tels que ceux des marchés de l'eau et de la location⁵¹. Un examen a révélé que ce manque de directives sectorielles constituait le principal obstacle à la réalisation d'une analyse de marché dans le cadre de programmes consacrés à WASH et au logement⁵². Les orientations d'Oxfam ci-dessous pourraient s'avérer utiles à cet égard :

Oxfam GB (2014) Market Analysis Application in WASH Response. Oxfam GB.

Disponible à l'adresse : <http://www.cashlearning.org/resources/library/589-market-analysis-application-in-WASH-response>

IV.2 : Conseils techniques sur la mise à profit des IM dans le secteur WASH

Des examens ⁵³ ont permis de révéler que les manuels et procédures WASH standard ont été élaborés dans un esprit de prestations en nature et qu'ils n'intègrent pas les approches basées sur les IM. Il semble y avoir eu très peu de progrès à cet égard.

Le manuel WASH du HCR mentionne l'utilisation des IM en tant que moyen d'atteindre les objectifs en matière de WASH.

UNHCR (2018) WASH Manual 4ème édition. UNHCR.

50 Almadhyan et Dillon (2016) ; Juillard (2016)

51 Également noté par le Groupe mondial chargé des abris (2016).

52 Almadhyan et Dillon (2016)

53 Juillard (2016)

IV.3 : Orientations sur la conception et la mise en œuvre des IM

Il existe toute une gamme d'orientations et de procédures d'opération standard (SOP), générales ainsi que spécifiques à chaque agence, visant la conception et la mise en œuvre d'IM basées sur le secteur de la SAMS. Des examens antérieurs ont souligné la nécessité de lignes directrices pour parler le langage « WASH »⁵⁴. Des progrès ont été réalisés dans ce domaine, diverses nouvelles directives ayant été conçues au profit de tous les secteurs, ainsi que des directives opérationnelles spécifiques sur les SP. Il existe également des lignes directrices et des procédures opératoires normalisées élaborées pour des contextes ou des programmes consacrés aux réfugiés selon les pays.

UNHCR (2015) Operational Guidelines for Cash-Based Interventions in Displacement Settings. Genève : HCR
Disponible à l'adresse : <http://www.refworld.org/docid/54d387d14.html>

ERC (2015) Operational Toolkit for Multi-Purpose Grants. ERC Project (géré par le HCR).
Disponible à l'adresse : <http://www.cashlearning.org/mpg-toolkit/>

Oxfam GB (2013) Working with Markets and Cash Standard Operating Procedures and Guidance Notes. Oxfam GB.
Disponible à l'adresse : [http://www.cashlearning.org/downloads/sops-cash-and-market--\(2\).pdf](http://www.cashlearning.org/downloads/sops-cash-and-market--(2).pdf)

Somalia WASH Cluster (2013) Water Access by Voucher Guidelines. Somalia WASH Cluster.
Disponible à l'adresse : http://www.cashlearning.org/downloads/resources/guidelines/110215_WASHCluster_GuidelineWaterAccessbyVoucher_Somalia.pdf

Wildman, T. (2012) Technical Guidelines On Water Trucking in Drought Emergencies (Horn and East Africa Region). Oxfam GB.
Disponible à l'adresse : <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Technical%2BGuidelines%2Bon%2BWater%2BTrucking%2Bin%2BDrought%2BEmergencies.pdf>

Shelter Core Working Group Lebanon (2016) Guidelines for the Rehabilitation of Sub-Standard Buildings (SSB). Lebanon Inter-agency Shelter Sector Coordination Working Group.
Disponible à l'adresse :

CARE International (2016) Guidelines for Cash Based Interventions in Emergencies. CARE International
Disponible à l'adresse :

UNHCR (2016) SOPs for the Cash Transfer Project for the Construction of Family latrines for Refugees (Democratic Republic of Congo). Ébauche de POS non publiée (en français) HCR DRC.

54 Juillard (2016)

Références

1. ACF (2016) Rapport de Capitilisation Facilitation de l'Acces a l'Eau via les Kiosques de Borne Fontaine de la Sodeca par la Founiture de Coupons. A report by ACF in Central African Republic.
2. Ahmed, M. and Hrybyk, A. (2016) A Review of Shelter/WASH Delivery Methods in Post-Disaster Recovery Interventions. CRS.
3. Almadyan, A. and Dillon, E. (2016) Market Analysis and Outcome/Impact Measurement in CTP in the WASH and Shelter Sectors in Sudden Onset Disasters. A report by LSE for CaLP.
4. Bastable, A. and Russell, L. (2013) Gap Analysis in Emergency Water, Sanitation and Hygiene Promotion. A report for the Humanitarian Innovation Fund, ELRHA (Enhancing Learning and Research for Humanitarian Assistance).
5. Battistin, F. (2016) Impact Evaluation of the Multi-Purpose Cash Assistance of the Lebanese Cash Consortium. A report by the American University of Beirut.
6. Bauer, R. (2013) Water Markets in Gaza: An Emergency Market Mapping & Analysis (EMMA) Survey on Private and Public Water Supply Markets in Gaza. Oxfam GB.
7. Bauer, R. and Wildman, T. (2014) Unsafe to Drink? Perspectives on Water Quality Among NGOs, Commercial Firms and Consumers. Briefing Paper No. 2019 prepared for the 37th WEDC Conference: Sustainable WASH Services for All in a Changing World.
8. Boulinaud, M. (2015) PCMMMA of Household Water Treatment Products and Loan and Credit Services for the Poor Market Systems: Eastern Samar, Philippines, October 2015. A report for Oxfam.
9. Brady, C. and Creti, P. (2011) Shop Vouchers for Hygiene Kits in Port-au-Prince: Case Study. Oxfam GB.
10. Brady, C. and Mohanty, S. (2013) Market Analysis for Preparedness: the Urban Informal Settlements of Nairobi. Oxfam.
11. Bryant, J. and Campbell, L. (2014) Urban WASH in Emergencies. ALNAP and RedR UK.
12. Cabot Venton, C., Bailey, S. and Pongracz, S. (2015) Value for Money of Cash Transfers in Emergencies: Summary Report. DFID, London.
13. CaLP/Sphere Project (2016) The Role of Technical Standards in Shelter and WASH Cash Transfer Programming: Minutes from the Workshop held in May 2016. The Sphere Project and the Cash Learning Partnership (CaLP)
14. Campbell, L. (2014) Cross-Sector Cash Assistance for Syrian Refugees and Host Communities in Lebanon: An IRC Programme. CALP, Oxford.
15. CRS (2010) CRS' Emergency Flooding Response in Benin: Saving Assets with Vouchers for Emergencies & Water and Sanitation for Impacted Households. Briefing Paper. CRS.
16. Deniel, K. (2015) Improving Access to Hygiene Through Provision of Restricted Vouchers: a Ukraine WASH Program. Presentation by ACF at the Inaugural Markets and WASH Learning Event, October 13, 2015.
17. ECHO (2013) The Use Of Cash And Vouchers In Humanitarian Crises: DG ECHO Funding Guidelines. Brussels, ECHO.
18. ECHO (2014) Water, Sanitation and Hygiene: Meeting the Challenge of Rapidly Increasing Humanitarian Needs in WASH. Thematic Policy Document No. 2. ECHO.
19. El Asmar, K. and Masterson T.R. D. (2015) Impact Evaluation of the 2014-15 Winter Cash Assistance Program for Syrian Refugees in Lebanon. Unpublished Manuscript cited in Battistin (2015).
20. ERC (2015) Evaluation of the One Card Pilot in Lebanon. UNHCR.
21. Fonseca, C. (2014) Affordability of WASH Services: Rules of Thumb and why it's Difficult to Measure. IRC Blog posted on 27.06.2014
22. Foster, J. (2015) Impact of Multipurpose Cash Assistance on Outcomes for Children in Lebanon. A report commissioned by Save the Children on behalf of the Lebanon Cash Consortium.
23. Global WASH Cluster (2015a) GWC Markets Technical Working Group: Terms of Reference. Draft 15.12.2015.
24. Global WASH Cluster (2015b) How to Monitor and Evaluate the Benefits of Market-based WASH Programming? Minutes of a Roundtable Discussion at the Inaugural Markets and WASH Learning Event, October 13, 2015.
25. GSC (2016) Position Paper: Cash & Markets in the Shelter Sector. Global Shelter Cluster.
26. Guidotti-Pereira, S. (2015) Market Assessments in Humanitarian Contexts. Presentation by ACF at the Inaugural Markets and WASH Learning Event, October 13, 2015.
27. Harvey, P. and Bailey, S. (2015a) State of Evidence on Humanitarian Cash Transfers: Background Note for the High Level Panel on Humanitarian Cash Transfers. ODI, London.
28. Harvey, P. and Bailey, S. (2015b) Cash Transfer Programming and the Humanitarian System: Background Note for the High Level Panel on Humanitarian Cash Transfers. ODI, London.
29. IASC (2014) Humanitarian WASH Preparedness and Response in Urban and Peri-Urban Areas: Changing the Way Agencies Undertake their Humanitarian Work? Report of Workshop held 23-24th September in Geneva. IASC.
30. IRC (2015) Report from the Inaugural Markets and WASH Learning Event, October 13, 2015. IRC.
31. Jordan Cash Working Group (2014) Final Survival Minimum Expenditure Basket Calculations for Multi-Purpose Grants for Syrian Refugees (accessed 12.05.16)
32. Juillard, H. (2016) Supporting Markets in Emergencies: Scoping Study. A report for CRS.
33. Juillard, H. and Opu, M. (2014) Scoping Study: Emergency Cash Transfer Programming in the WASH and Shelter Sectors. CaLP.
34. Lamb, J. (2014) Working with Markets and the Local Government while Responding to the WASH Needs of the Syrian Crisis. Briefing Paper No. 2294 prepared for the 38th WEDC Conference: WASH Needs Beyond 20105 – Improving Access and Sustainability.

35. Lebanon Cash Working Group (2014) Final Minimum Expenditure Basket Calculations for Multi-Purpose Grants for Syrian Refugees (accessed 12.05.16)
36. Luff, R. (2014) Review of Humanitarian WASH Preparedness and Response in Urban and Peri-Urban Areas. Independent Consultant's Report prepared for IASC.
37. Matthews, G. and Mika, J. (2015) Pre-Crisis Market Mapping and Analysis: The Water Market System in the Context of Severe Flooding - Badin, Ghotki and Sanghar Districts, Sindh Province, Pakistan. IRC.
38. Maunder, N. et al (2015) Global Evaluation of ECHO's Cash and Voucher Programmes 2011-2014. ADE.
39. Mercy Corps (2016) Process Note of the Voucher for Desludging Process in Lebanon. Mercy Corps Lebanon.
40. Mowjee, T. (2014) Financing of Cash Transfer Programming. Humanitarian Futures Programme, Kings College London for the Cash Learning Partnership.
41. NRC (2014a) EMMA: Credit, Rental and Water Market Systems - Urban Goma, Democratic Republic of Congo November 2014. NRC.
42. NRC (2014b) Market Survey for Essential Hygiene Items, Kurdistan, Iraq. A report by NRC.
43. Oxfam (2011a) EMMA and Market-Based Provision of Water in Jijiga, Ethiopia: Case Study. Oxfam.
44. Oxfam (2011b) Urban WASH Lessons Learned from Post-Earthquake Response in Haiti. Oxfam GB.
45. Oxfam (2012a) Water Market System in Wajir – Kenya, August - September 2012. Oxfam GB.
46. Oxfam (2012b) Water Trucking Market System in Harshin, Ethiopia, February 2012. Oxfam GB.
47. Oxfam (2013a) Water Market System in Balqa, Zarqa and Informal Settlements of Amman and the Jordan Valley, Jordan, August - September 2013. EMMA Report. Oxfam GB.
48. Oxfam (2013b) Water Vouchers Gaza: Evaluation Report. Oxfam GB.
49. Oxfam (2013c) WASH Cash Transfer Programming in Gaza: Challenges and Opportunities. Presentation by Oxfam GB.
50. Oxfam (2014a) Emergency Market Mapping Assessment: Water Supply Market System, Bekaa Valley, Lebanon July-August 2014. Oxfam.
51. Oxfam (2014b) Hygiene Kit Market Assessment Report – Bantayan, Northern Cebu, Philippines. Oxfam.
52. Oxfam (2014c) Water Vouchers – a way to Increase Access to Drinking Water in Jordan's Host Communities. Briefing Paper, Oxfam.
53. Oxfam (2015a) Pre-Crisis Market Mapping and Analysis in Harare. Presentation by Oxfam at the Inaugural Markets and WASH Learning Event, October 13, 2015.
54. Oxfam (2015b) Water Market Mapping & Analysis – Wajir County, Kenya. Presentation by Oxfam at the Inaugural Markets and WASH Learning Event, October 13, 2015.
55. Oxfam DRC (2013) Analyse et Cartographie des Marchés de l'Accès à l'Eau Potable aux Produits de Traitement de l'Eau à Domicile et aux Latrines: Bukavu, DRC. Oxfam.
56. Oxfam Lebanon (2015a) Briefing Document on the Selection of Suppliers for the Hygiene Items Voucher, drafted 19th February 2015.
57. Oxfam Lebanon (2015b) WASH and Voucher Modalities: Hygiene Vouchers - WASH in Lebanon. A presentation by Oxfam.
58. Pelly, I., de Wild, D. and Inarra, C. (2015) Philippines Haiyan Response – A multi-Sectoral Review of the Use of Market Analysis and the Design and Implementation of CTPs. Save the Children UK, London.
59. Sansom, K. and Koestler, L. (2009) African Hand Pump Market Mapping Study: Summary Report for UNICEF WASH Section and Supply Division October 2009. Delta Partnership.
60. Schira, G. (2011) Emergency Livelihood Recovery Intervention North Eastern Kenya: Final Evaluation. A report for Horn Relief.
61. Smith, G. and Mohiddin, L. (2015) A Review of Evidence of Humanitarian Cash Transfer Programming in Urban Areas. IIED Briefing Paper. IIED, London.
62. Sossouvi, K. (2015) Cash-based Interventions for Health Programmes in Refugee Settings: A Reviews. UNHCR.
63. Tsinda, A., Abbott, P. and Chenowrth, J. (2015) Sanitation Markets in Urban Informal Settlements of East Africa. Habitat International (49) 21-29.
64. UNHCR (2014) Public Health Strategy 2014-18. UNHCR.
65. UNHCR (2015a) Operational Guidelines for Cash Based Interventions in Displacement Settings. UNHCR.
66. UNHCR (2016) What is and is not a Cash-Based Intervention. Internal Guidance Note drafted February 2016. UNHCR.
67. WASH Cluster Philippines (2012) Tropical Storm Sendong: Lessons Learned. A report by the WASH Cluster of Philippines.
68. Wildman, T. and Brady, C. (2013) Can Jordan's Water Market Support the Syrian Refugee Influx? Humanitarian Exchange 59 Special Feature on the Conflict in Syria.
69. Wildman, T., Brady, C. and Henderson, E. (2014) Rethinking Emergency Water Provision: Can we Stop Direct Water Trucking in the Same Places Every Year? Humanitarian Exchange 61.
70. WSUP (2011) Evaluating the Health Impact of Urban WASH programmes: an Affordable Approach for Enhancing Effectiveness. Discussion Paper 1, co-published by Water & Sanitation for the Urban Poor (WSUP) and the Sanitation and Hygiene Applied Research for Equity (SHARE) Research Consortium.
71. Yussuf, M. M. and Sloane, E. (2015) Pre-Crisis Market Mapping and Analysis using the Rapid Assessment for Markets (RAM) Toolkit, Mogadishu, Somalia, Internal Displacement 2015. IRC.

Annex A

Exemples de projets inclus dans l'examen

i) Exemples de projets inclus dans l'examen

ii) Répondre aux besoins en matière d'assainissement

iii) Répondre aux besoins en matière d'hygiène

iv) Répondre aux besoins en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène à travers un programme multisectoriel

i) Exemples de projets inclus dans l'examen

	Type d'intervention	Organisme partenaire	Pays	Contexte	En dehors du camp ?	Modalité	Détail	Source
1	Accès à l'eau potable par l'intermédiaire de fournisseurs d'eau (cations-citermes)	Oxfam	TPO	Crise prolongée (réfugiés)	Oui	Coupon	À Gaza, 98 % des habitants sont raccordés au réseau de distribution d'eau, mais ils ne comptent pas sur ce réseau pour avoir de l'eau potable. 87 % de la population achète de l'eau à des fournisseurs privés possédant des unités de dessalement de taille moyenne. En 2012, Oxfam a déployé une initiative de trois mois pour couvrir les besoins en eau potable de 696 ménages. Six litres et demi par personne et par jour ont été distribués sous forme de coupons papier échangés contre de l'eau potable salubre (chlorée et dessalée) issue de fournisseurs d'eau.	Oxfam (2013) ; Juillard et Opu (2014)
2	Accès à l'eau potable par l'intermédiaire de fournisseurs d'eau (cations-citermes)	Solidarités International	Somalie	sécheresse	Oui (contexte rural)	Coupon	La région de Gedo, dans le sud de la Somalie, est desservie par des sources d'eau ouvertes saisonnières, de petite taille et peu fiables pendant les saisons sèches prolongées. Lorsque la source d'eau se tarit, les fournisseurs locaux acheminent l'eau des forages à environ 30 kilomètres des ménages. Solidarités International a fourni 30 litres d'eau par jour à 850 ménages pendant la saison sèche de 2013 et 2014.	Juillard et Opu (2014)
3	Assurer un approvisionnement en eau continu	Oxfam	Bangladesh	Déclenchement rapide	Oui (contexte urbain et rural)	TMC	En 2009, à la suite du cyclone Aila au Bangladesh, Oxfam a mis en œuvre un projet WaSH au début de la phase de relèvement, qui comprenait l'exploitation et la maintenance de points d'eau axés sur la communauté. Chaque comité WaSH a reçu une subvention en espèces conditionnelle pour couvrir les coûts d'entretien et ouvrir un compte bancaire.	Juillard et Opu (2014)
4	Accès à l'eau potable par l'intermédiaire de fournisseurs d'eau (cations-citermes et fournisseurs d'eau en bouteille)	Oxfam	Jordanie	Déplacement	Oui (contexte urbain et CTI)	Coupon	En 2013, Oxfam a lancé un projet visant à couvrir les besoins urgents en eau dans les zones urbaines des gouvernorats de Balqa et de Zarqa en Jordanie. À cette époque, on recensait 540 000 réfugiés syriens en Jordanie, dont 75 % dans les communautés d'accueil. La majorité de la population occupant un logement en location bénéficie d'une connexion au réseau d'eau public et à des installations d'assainissement. Toutefois, l'approvisionnement est fortement rationné et la livraison est irrégulière pendant les mois d'été. L'accès à l'eau dépend de la capacité de stockage d'eau des installations et de la pression de l'eau au niveau du ménage. Le déficit en eau (environ 16 litres par personne et par jour en moyenne) est dû aux personnes achetant de l'eau à des propriétaires de camions-citerne privés ou à des fournisseurs d'eau à 20 à 46 fois le prix, représentant une part importante des dépenses des ménages de réfugiés (entre 10 et 33 %).	Oxfam (2013a ; 2014c) ; entretien

	Type d'intervention	Organisme partenaire	Pays	Contexte	En dehors du camp ?	Modalité	Détail	Source
5	Accès à de l'eau salubre grâce à la fourniture de kits de traitement et de stockage de l'eau	CRS	Bénin	Déclenchement rapide	Oui (contexte rural)	Coupon	En 2013, les fortes pluies ont provoqué des inondations généralisées qui ont réduit l'accès de la population locale aux moyens de subsistance et ont entraîné la perte de biens et la contamination des principales sources d'eau. Le CRS a organisé des foires de coupons humanitaires pour répondre aux besoins immédiats des ménages à So-Ava. Cette approche a relié la population touchée au marché et les bénéficiaires ont utilisé les coupons pour acheter des produits alimentaires et non alimentaires essentiels de leur choix. Le système de coupons comprenait des coupons pour un kit de traitement et de stockage de l'eau.	CRS (2010)
6	Accès à l'eau par l'intermédiaire de fournisseurs d'eau (camions-citernes d'eau)	ACF	Liban	Déplacement	Oui (contexte urbain et CTI)		En 2015, ACF a commencé à mener des expériences avec le recours à des coupons papier dans le cadre d'activités d'acheminement d'eau aux populations de réfugiés vivant dans les communautés d'accueil de la vallée de la Bekaa, et de suivi de ces activités, par l'intermédiaire d'entreprises de camionnage. En 2016, ACF prévoit de piloter le recours aux coupons électroniques pour la fourniture de ces services WASH dans la Bekaa, en utilisant son outil pour rendre les transferts monétaires autonomes en cas d'urgence humanitaire (KACHE, ou Kit for Autonomous Cash transfer in Humanitarian Emergencies).	Entretien
7	Accès à l'eau par l'intermédiaire de fournisseurs d'eau (camions-citernes d'eau et petits magasins)	ACF	Philippines	Déclenchement rapide	Oui (contexte urbain et CTI)	Coupon	Pour venir en aide aux victimes du typhon Haiyan aux Philippines, ACF a distribué des coupons permettant aux ménages touchés d'accéder à l'eau. ACF a fourni directement des réservoirs, et des coupons pour les remplir. Dans la plupart des régions, les coupons pouvaient être échangés auprès des entreprises de camions-citernes. Dans les zones rurales les plus reculées pour lesquelles aucune entente n'a pu être conclue avec les services de camions-citernes, des accords ont été signés avec de petits fournisseurs d'eau afin qu'ils acceptent les coupons en échange d'eau transportée dans des bidons et distribuée à vélo.	Entretien

	Type d'intervention	Organisme partenaire	Pays	Contexte	En dehors du camp ?	Modalité	Détail	Source
8	Réparation et rétablissement du réseau d'eau courante	multiples	Philippines	Déclenchement rapide	Oui	AcT	Pour venir en aide aux victimes du typhon Sendong, le cluster WASH a travaillé avec le cluster responsable de l'alimentation dans le cadre de programmes « Argent contre Travail » pour aider à renforcer les rangs de la main-d'œuvre du fournisseur de services d'eau et accélérer ainsi la restauration du service d'eau. Cette main-d'œuvre supplémentaire s'est chargée de tâches non qualifiées telles que la démolition et le nettoyage des sites des stations de pompage détruites. Elle a également aidé le fournisseur de services à localiser et à défaire les raccords dans des maisons totalement détruites, et à creuser pour réparer la tuyauterie et nettoyer les conduits autour de la source.	Cluster WASH Philippines (2012)
9	Accès à l'eau par l'intermédiaire de fournisseurs d'eau (petits magasins)	ACF	CAF	Déplacement	Oui	Coupon	En 2015, pendant 9 mois, ACF a mis en œuvre un programme d'approvisionnement d'urgence en eau potable salubre pour communautés dans les alentours de Bangui, Bimbo et Bégoua. Parallèlement aux activités visant à améliorer l'approvisionnement en eau, grâce à la réhabilitation des puits et à la mise en place de 43 kiosques, des coupons pouvant être échangés contre de l'eau ont été remis à 500 familles extrêmement vulnérables.	ACF (2016)
10	Réparation et rétablissement du réseau d'eau courante	Oxfam	Philippines	Déclenchement rapide	Oui	AcT	Au lendemain du typhon Haiyan, Oxfam avait pour objectif de fournir de l'eau potable aux habitants de la ville de Tacloban. Une cartographie et une analyse d'urgence du marché examinant le système du marché de l'eau potable ont révélé que le principal problème était celui de l'offre, l'opérateur principal n'étant pas en mesure de réhabiliter la canalisation d'eau brisée en raison d'un manque de capital et d'un accès insuffisant au carburant. Plutôt que de distribuer de l'eau par camion-citerne, Oxfam a orienté les activités de l'initiative Argent contre Travail dans le cadre de son programme axé sur les moyens de subsistance vers la réhabilitation de la conduite d'eau.	Juillard (2016)

ii) Répondre aux besoins en matière d'assainissement

	Type d'intervention	Organisme partenaire	Pays	Contexte	En dehors du camp ?	Modalité	Détail	Source
11	Fourniture d'installations sanitaires pour les ménages (coûts de main-d'œuvre)	HCR	Congo	Crise prolongée (réfugiés)	Oui (contexte rural)	Espèces (argent)	En 2016, le HCR met à l'essai le recours aux transferts monétaires pour la construction d'installations d'assainissement au niveau des ménages au profit des familles touchées par un déplacement de longue durée. Le projet suivra la méthodologie ATPC, à savoir que les familles participeront aux travaux de construction des latrines. L'argent sera donné aux ménages pour leur permettre d'acheter les matériaux que l'on peut facilement se procurer sur les marchés locaux. Cependant, la dalle de béton sera toujours fournie en nature car les ménages disposent de peu de moyens de se procurer les matériaux nécessaires à cette fin.	Entretien
12	Accès aux services de vidange	Oxfam, ACF, MedAir	Liban	Déplacement	Oui (CTI)	Coupon	En 2014 et 2015, diverses agences humanitaires au Liban ont expérimenté l'utilisation de coupons pour améliorer les services d'assainissement pour les réfugiés dans les zones de logements informels en vidangeant les réservoirs de rétention reliés aux latrines des ménages. La plupart des agences ont émis des coupons munis de codes-barres imprimés à l'intention des ménages afin de leur permettre d'accéder aux services de vidange. Les fournisseurs collectent les coupons auprès des bénéficiaires pour chaque service effectué (vidange de 200 litres de boues). Ces coupons sont alors échangés auprès du personnel des agences dans les bureaux extérieurs et lors des visites sur le terrain ; le personnel scanne les codes-barres à l'aide d'un téléphone portable ou d'une tablette installés avec une application ODK (Open Data Kit). Dans les camps, les latrines sont partagées entre 2 et 3 familles. Oxfam a travaillé directement avec de petits groupes de familles partageant des latrines familiales. On peut comparer ceci à MedAir qui distribue des coupons au point focal de la communauté shawish ou WaSH dans le camp. Dans certains cas, ils sont distribués aux ménages, et dans d'autres, ils sont retenus par le point focal chargé d'appeler le prestataire de services de vidange lorsque plusieurs latrines ont besoin de vidange.	Entretiens

	Type d'intervention	Organisme partenaire	Pays	Contexte	En dehors du camp ?	Modalité	Détail	Source
13	Fourniture d'installations sanitaires pour les ménages (coûts de matériel)	CRS	Philippines	Déclenchement rapide	Oui (contexte urbain et rural)	TMC	Au cours de la phase de relèvement qui a suivi le typhon Haiyan, le programme de réhabilitation intégré consacré au logement et à WASH de CRS a mis à profit les transferts monétaires pour aider 20 000 familles à reconstruire leurs abris et 23 000 familles à reconstruire ou réparer leurs installations d'assainissement. Des transferts monétaires conditionnels ont été accordés aux familles capables de reconstruire les installations seules, avec une assistance technique. Les ménages ont été classés en 4 catégories en fonction du niveau de dommage et ont reçu un transfert monétaire de l'une des quatre valeurs déterminées. Dans certains cas, ces versements ont été effectués en plusieurs tranches, la prochaine tranche étant conditionnée à l'achèvement des travaux de la phase précédente. Les bénéficiaires pouvaient utiliser cet argent pour acheter leur propre matériel et embaucher leur propre main-d'œuvre qualifiée pour reconstruire ou réparer leurs abris et pour acheter du matériel de reconstruction des toilettes. Ce fut l'une des plus grandes interventions post-catastrophe à utiliser un mode monétaire aux fins de construction d'abris et de toilettes. Un ensemble de mesures de soutien direct a été proposé pour les ménages extrêmement vulnérables, notamment les ménages dont le chef de famille est une femme, les personnes handicapées, les personnes âgées ou les familles avec de très jeunes enfants.	Ahmed et Hrybyk (2016)
14	Fourniture d'installations sanitaires pour les ménages (coûts de main-d'œuvre)	Solidarités International	Bangladesh	Déclenchement rapide	Oui (contexte urbain et rural)	Transfert monétaire	En 2009, à la suite du cyclone Aila au Bangladesh, Solidarités International a mis en œuvre un projet visant à améliorer l'accès aux latrines au niveau des ménages et des communautés. Les matériaux pour latrines ont été distribués en nature et des subventions ont été accordées (soit au ménage, soit au comité chargé des latrines communautaires) pour couvrir les coûts de main-d'œuvre nécessaires à la construction des latrines.	Juillard et Opu (2014)
15	Drainage et entretien des latrines communautaires	Agences du cluster CGC	Philippines	Déclenchement rapide	Oui	AcT	Après le typhon Sendong, le cluster de coordination et de gestion des camps était responsable de la gestion des installations de drainage dans les camps et les communautés touchées. Le cluster CGC a eu recours à des programmes d'argent contre travail et à des « campagnes de nettoyage hebdomadaires » pour éliminer les débris des systèmes de drainage. Cette initiative a été principalement coordonnée par les clusters des moyens de subsistance et de l'alimentation, qui ont veillé à ce que soient ciblées les familles touchées par l'insécurité alimentaire. Les toilettes Ecosan installées dans les camps étaient également entretenues par les déplacés dans le cadre du programme Argent contre Travail du gouvernement philippin.	Wash Cluster Philippines (2012)

	Type d'intervention	Organisme partenaire	Pays	Contexte	En dehors du camp ?	Modalité	Détail	Source
16	Fourniture d'installations sanitaires communautaires	ADESO (précédemment Horn Relief)	Kenya	sécheresse	Oui (contexte rural)	AcT	En 2010 et 2011, ADESO a mis en œuvre une intervention d'urgence de rétablissement des moyens de subsistance dans le comté de Garissa afin de répondre aux besoins immédiats en matière de sécurité alimentaire de la population frappée par la sécheresse dans le nord-est du Kenya. L'objectif du projet était de réduire les effets de la sécheresse en renforçant le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables par le biais d'activités d'AcT, et de faciliter ainsi l'accès de la communauté à des installations d'eau salubre et d'assainissement créées au moyen des projets d'AcT.	Schira (2011)
17	Réhabilitation des logements non conformes aux normes, y compris l'infrastructure WaSH	Multiples dont Save the Children, DRC, NRC, PU-AMI	Liban, Jordanie	Déplacement	Oui	TMC ou coupons	Dans les pays d'accueil des réfugiés syriens, une partie du matériel WASH est incluse dans les interventions menées par le secteur de l'hébergement de secours visant à remédier aux conditions de vie insalubres des réfugiés. Les bâtiments non conformes aux normes comprennent les maisons et les appartements en mauvais état, ainsi que les structures qui n'étaient pas initialement destinées à l'habitation humaine, mais qui sont actuellement occupées. Ces projets fournissent des espèces ou des coupons aux ménages (propriétaires d'immeubles ou résidents réfugiés) en plus d'une assistance technique, afin de leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie, notamment en cas de manque d'accès adéquat à l'eau potable et à des installations sanitaires, de conditions peu hygiéniques et d'une connexion inadéquate aux infrastructures et services municipaux (approvisionnement en eau, collecte des eaux usées, collecte des déchets solides). Les paiements sont effectués de manière progressive en fonction des progrès réalisés par rapport au contrat convenu et aux quantités fixées par le Bill of Materials (BoM).	Entretien
18	Fourniture d'installations sanitaires pour les ménages (coûts de matériel)	ACF	Philippines	Déclenchement rapide	Oui	Coupon	Pour venir en aide aux victimes du tremblement de terre ayant frappé à Bohol, afin de rétablir l'accès des ménages aux installations d'assainissement, ACF a mis en œuvre un projet basé sur les coupons. Conformément à la méthodologie ATPC, les ménages ont travaillé pour achever la construction et ont reçu des coupons à échanger contre des matériaux pour la superstructure auprès de fournisseurs locaux. Cette initiative ayant porté ses fruits, l'approche a été reproduite dans le cadre des interventions à la suite du typhon Haiyan.	Entretien

iii) Répondre aux besoins en matière d'hygiène

	Type d'intervention	Organisme partenaire	Pays	Contexte	En dehors du camp ?	Modalité	Détail	Source
19	Accès aux articles d'hygiène	Solidarités International	Congo	Crise prolongée (déplacés)	Oui (contexte rural)	Coupon	La province du Nord-Kivu est touchée par des vagues de déplacement et de retours de population depuis le début des années 2000. En 2009 et 2010, le territoire de Walikale a connu plusieurs vagues de déplacés à l'intérieur de leur propre pays originaires de zones touchées par le conflit plus au sud. Les familles ont été contraintes de fuir avec peu de biens. Toutes les familles déplacées sont restées dans des familles d'accueil. Solidarités est le partenaire de mise en œuvre du projet Réponse Rapide aux Mouvements de Population (RRMP) de l'UNICEF visant à répondre aux besoins essentiels des familles déplacées et à fournir une assistance au moyen de coupons. Chaque famille a reçu une feuille de 14 coupons d'une valeur totale de 60 à 75 dollars, soit le coût total d'une trousse de secours familiale standard de l'UNICEF, y compris les frais de transport dans l'est de la RDC. Ce total comprend le coût des articles WASH (contenants d'eau et savon). Les familles pouvaient dépenser les coupons en fonction de leurs besoins chez les commerçants participants.	Solidarités International (2012)
20	Accès aux articles d'hygiène	ACF	Ukraine	Déplacement	Oui	Coupon	En 2015, les ukrainiens touchés par le conflit civil étaient privés de leurs sources de revenus et avaient épuisé leurs économies. L'évaluation d'ACF a révélé que, pour ces ménages, le coût des fournitures d'hygiène et de nettoyage représentait un fardeau financier supplémentaire. En complément de son programme de coupons visant à améliorer l'accès à la nourriture en augmentant le pouvoir d'achat des bénéficiaires, ACF a également mis en place des coupons avec restrictions pour les articles d'hygiène. Des coupons de 10 dollars par mois et par ménage pouvaient être échangés chez les commerçants participants contre une gamme d'articles d'hygiène personnels et menstruels, d'hygiène pour bébés et de l'eau en bouteille.	Deniel (2015)

	Type d'intervention	Organisme partenaire	Pays	Contexte	En dehors du camp ?	Modalité	Détail	Source
21	Accès aux articles d'hygiène	Oxfam	Haiti	Déclenche- ment rapide	Oui	Coupon	Après le séisme en Haïti, l'équipe de promotion de la santé publique de Carrefour Feuilles Oxfam a eu recours à un programme de coupons à échanger contre des produits de base dans des magasins locaux pour fournir à 440 ménages vulnérables des articles d'hygiène essentiels. Les coupons pouvaient être échangés dans 7 magasins sous contrat contre une quantité déterminée d'articles d'hygiène spécifiques. Le système de coupons a été retenu pour que les bénéficiaires puissent accéder aux articles d'hygiène de manière normale et dans la dignité et pour soutenir la relance du marché local.	Brady et Creti (2012) ; Julliard et Opu (2014)
22	Accès aux articles d'hygiène	Oxfam	Jordanie	Déplacement	Oui	Coupon	À la fin de 2013, en réponse à la crise en Syrie, Oxfam a lancé un projet visant à couvrir les besoins urgents en réfugiés en matière de WASH en Jordanie, notamment en fournissant des kits d'hygiène sous forme de coupons à 3 000 ménages. La valeur d'un coupon s'élevait à 21 USD et pouvait être utilisée dans 11 magasins sous contrat contre une sélection d'articles d'hygiène, notamment du savon, des seaux et des couches pour bébés.	Entretiens ; Julliard et Opu (2014)
23	Accès aux articles d'hygiène	Oxfam	Liban	Déplacement	Contexte urbain et CTI	Coupon	Oxfam a mis en place des coupons échangeables contre des articles d'hygiène pour les réfugiés dans les communautés d'accueil ainsi que pour ceux qui vivent dans des camps de toile informels de la vallée de la Bekaa.	Entretien

iv) Répondre aux besoins en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène à travers un programme multisectoriel

	Type d'intervention	Organisme partenaire	Pays	Contexte	En dehors du camp ?	Modalité	Détail	Source
24	Comblent les besoins essentiels, y compris l'accès à l'eau et aux articles d'hygiène	Le HCR et les ONGI ayant recours aux IM(Save the Children International, IRC, ACTED, Care, Solidarités, Vision mondiale)	Liban	Déplacement	Oui (contexte urbain et CTI)	SP	En 2014, plusieurs agences se sont réunies au Liban pour harmoniser leurs approches en matière de transferts monétaires aux réfugiés afin de répondre à divers besoins de base récurrents (assistance dite « monétaire polyvalente »). Les agences ont travaillé de concert pour établir un transfert monétaire mensuel de 174 USD par ménage, quelle que soit sa taille. Cette valeur de transfert était basée sur un calcul du coût du panier de dépenses minimum de survie comprenant des besoins alimentaires, des articles d'hygiène, de l'eau portable, les coûts de loyer, les coûts de communication et de transport, tout en tenant compte de ce que les réfugiés pourraient être tenus de couvrir par d'autres sources telles que l'assistance alimentaire du PAM ou leurs propres ressources. Les subventions monétaires sont transférées par des cartes de GAB. En mai 2015, 12 807 familles recevaient une aide monétaire polyvalente au moyen de cartes de GAB émises par CSC.	ERC (2015) ; Battistini (2015)

Annexe B

Études de cas de PROGRAMMES WASH ayant recours aux IM

1. Programme de coupons d'eau pour les réfugiés à Gaza

En 2013, dans le cadre de son intervention à Gaza pour aider les ménages vulnérables touchés par le blocus les empêchant de satisfaire leurs besoins essentiels, Oxfam a mis en place un programme de coupons d'eau. Des transporteurs d'eau commerciaux opèrent dans la région et Oxfam a identifié deux fournisseurs avec lesquels elle peut collaborer dans le cadre de ce projet. Les ménages ont reçu des coupons pouvant être échangés contre de l'eau auprès de deux fournisseurs de services. Au cours de l'évaluation, il est apparu clairement que les connaissances quant au marché de l'eau étaient limitées, et que cela avait entraîné des effets négatifs indésirables pour les ménages et les acteurs du marché.

- Trois autres sociétés qui œuvraient auparavant dans la zone d'intervention du programme n'ont cependant pas été sélectionnées pour devenir partenaires du programme de coupons. Ces entreprises ont retiré leurs services des zones d'intervention, ce qui avait entraîné des lacunes dans la fourniture de services aux résidents une fois le programme terminé.
- 10 % des ménages interrogés ont préféré avoir le choix entre différents fournisseurs.
- Auparavant, les ménages avaient également accès à l'eau auprès de petits magasins qui revendent de l'eau par bidons. Aucun partenariat avec ces magasins n'avait pas été envisagé et, au cours du projet, il a été constaté que ces magasins locaux avaient perdu leurs clients.

L'évaluation a recommandé qu'une analyse du marché conduite à une meilleure compréhension du système de marché de l'eau. Une analyse EMMA a été entreprise, qui a recommandé i) d'augmenter la capacité de stockage de l'eau au niveau des ménages ainsi que le pouvoir d'achat des ménages, notamment dans les quartiers mal desservis ; et ii) de soutenir les opérateurs indépendants de camions-citerne dont les revenus dépendent d'une prestation de services régulière tout au long de l'année.

À Gaza, 98 % des habitants sont effectivement raccordés au réseau de distribution d'eau, mais ils ne comptent pas sur ce dernier pour s'approvisionner en eau potable en raison de problèmes de qualité du réseau municipal. 87 % de la population continue à acheter de l'eau à des fournisseurs privés possédant des unités de dessalement de taille moyenne, à un prix considérable. Oxfam a constaté que, malgré l'encadrement actuel de la réglementation de la qualité de l'eau à Gaza, les fournisseurs d'eau fournissent une eau de qualité très variable. La plupart des usines de traitement utilisaient du chlore mais ne voyaient pas la nécessité d'inclure des niveaux résiduels dans leurs réservoirs de post-traitement. Oxfam a donc mis en place un programme de distribution de coupons d'eau de trois mois destiné aux ménages pauvres, assorti d'incitations financières et d'une formation pour les fournisseurs d'eau. Oxfam s'est associée à des fournisseurs d'eau et leur a fourni une formation technique pour leur apprendre à maintenir les niveaux de chlore résiduels, ainsi que des subventions pour l'achat d'appareils de chloration afin d'améliorer la qualité de l'eau des ménages. Cela a représenté un réel défi, car la population n'aimait pas le goût ou l'odeur de l'eau. Le projet de quatre mois comprenait donc un composant important sur le changement de comportement (boire de l'eau chlorée). Il s'agissait d'une vaste campagne de sensibilisation à la qualité et au traitement de l'eau, comprenant des panneaux d'affichage, des séances de promotion de l'hygiène ainsi que des activités de suivi à domicile et des tests d'eau.

Les activités de transmission de connaissances et de sensibilisation ont entraîné des changements dans les pratiques communautaires et domestiques à mi-parcours du projet ; en effet, 91% des analyses d'eau effectuées au niveau des ménages ont montré du chlore résiduel et une eau sans contamination fécale, à mi-parcours du projet ; tandis que 90 % des adultes

interrogés connaissaient l'importance de la chloration et la manière de procéder pour le traitement, ainsi que les pratiques à suivre pour la manipulation et le stockage sûrs de l'eau potable. Il a été rapporté que plus de 90 % des adultes étaient satisfaits de la qualité de l'eau et avaient recours à la chloration pour améliorer leur santé. Parmi les facteurs habilitants, on peut citer la forte expertise au sein d'OXFAM en matière de promotion de la santé publique et un système de suivi solide capable de tester les niveaux de chloration au niveau des communautés et des ménages.

Source : Juillard et Opu (2014) Oxfam (2013b) ; Entretien

2. Coupons d'eau pour les réfugiés en Jordanie

La Jordanie est un pays où l'eau est rare et garantir un approvisionnement en eau suffisant pour répondre aux besoins essentiels des réfugiés constitue l'un des défis humanitaires majeurs de la crise syrienne. L'évaluation du marché de l'eau réalisée par Oxfam a mis en évidence un système complexe de marché de l'eau comprenant des réseaux de canalisations municipales, des camions-citernes et petits magasins traitant et embouteillant de l'eau aux fins de vente. L'évaluation a révélé que la population locale et les réfugiés préféraient acheter de l'eau potable de sources privées car ils ne faisaient pas confiance à la qualité de l'eau du réseau municipal. Ceci en dépit du fait qu'une étude de l'OMS en 2010 a révélé que cette eau était d'excellente qualité (respect de 97,8 % des normes internationales) et que l'eau des kiosques est environ cent fois plus chère.

Oxfam a fourni aux ménages vulnérables des coupons pour acheter de l'eau aux kiosques à eau. Des magasins ont été identifiés dans chaque zone de couverture et on a indiqué aux familles les magasins dans lesquels elles peuvent faire appel à des services. Le magasin distribuait ensuite de l'eau au ménage. Les bénéficiaires ont exprimé leur satisfaction quant aux coupons d'eau, le système leur convenant parfaitement et les empêchant de dépenser une partie importante de leurs revenus en eau ; ils disposaient ainsi en effet de revenus plus importants à allouer à d'autres besoins essentiels, tels que le paiement de leur loyer, autre grand défi des réfugiés vivant dans les zones urbaines. 30 % des bénéficiaires des coupons étaient des familles pauvres des communautés d'accueil, ce qui a permis de nouer de bonnes relations avec le gouvernement et les communautés.

Parallèlement à la fourniture de coupons pour l'achat d'eau aux réfugiés syriens, Oxfam a mis en œuvre un certain nombre d'activités visant à garantir la qualité de l'eau consommée dans le cadre du programme. Les directives relatives à la sélection des fournisseurs d'embouteillage d'eau participants comprenaient des critères de qualité de l'eau, de prix, de capacité du commerçant et d'emplacement. Les distributions de coupons ont également sensibilisé les fournisseurs et la population à la nécessité de stocker de l'eau salubre. Oxfam a mobilisé les bénéficiaires en les invitant à faire part de leurs commentaires sur l'eau potable grâce à une ligne téléphonique mise en place pour recevoir et traiter les plaintes. Ces réactions ont révélé des problèmes de qualité de l'eau dans un magasin de bouteilles d'eau filtrée sélectionné. L'équipe technique a donc renforcé les activités de contrôle de la qualité de l'eau au niveau des magasins et des ménages.

La fourniture continue de coupons à échanger contre une eau onéreuse n'est pas une solution durable. La stratégie de sortie d'Oxfam pour les ménages ayant accès au réseau consistait à leur fournir des filtres afin d'améliorer la qualité de l'eau provenant du système. Une étude à mi-parcours a révélé que seulement 15 % des filtres étaient utilisés. Lorsqu'on leur posait la question, 65 % des participants ont répondu qu'ils estimaient que la filtration n'éliminerait pas les impuretés. De plus, lors d'entretiens avec des bénéficiaires, Oxfam a constaté que les propriétaires de kiosques à eau avaient contribué à cette perception, car ils craignaient de perdre des occasions d'affaires. Une plus grande sensibilisation des bénéficiaires aux avantages des unités de filtration a permis une meilleure adoption des méthodes proposées. On peut cependant en tirer une leçon majeure : plutôt que de les contourner, il faut prendre en compte les fournisseurs du secteur privé en tant qu'acteurs légitimes dans le domaine de la fourniture d'eau de qualité, en particulier lorsque les gens ont des fournisseurs préférés et sont disposés à payer.

Source : Oxfam (2014c); Bauer and Wildman (2014); Entretien

3. Transferts monétaires conditionnels pour la reconstruction de latrines aux Philippines

Au cours de la phase de relèvement qui a suivi le typhon Haiyan, le programme de réhabilitation intégré consacré au logement et à WASH de CRS a accordé des transferts monétaires conditionnels aux familles qui pouvaient se reconstruire seules, en leur fournissant une assistance technique. Les ménages ont été classés en 4 catégories en fonction du niveau de dommage et ont reçu un transfert monétaire de l'une des quatre valeurs déterminées. Les bénéficiaires pouvaient utiliser cet argent pour acheter leur propre matériel et embaucher leur propre main-d'œuvre qualifiée pour reconstruire ou réparer leurs abris et pour acheter du matériel de reconstruction des toilettes.

Dans le cadre de « l'approche philippine en matière d'assainissement total » (Philippines Approach to Total Sanitation – PhATS) approuvée au niveau national, des transferts monétaires ou des « subventions » sont destinés à couvrir les coûts des matériaux de construction, tandis que la main-d'œuvre est censée représenter la contribution des familles – considérée comme essentielle pour promouvoir l'apprentissage et la responsabilisation des bénéficiaires. Par conséquent, les subventions en espèces destinées à la construction de latrines ont été utilisées uniquement pour les matériaux afin de ne pas compromettre l'utilisation durable et la maintenance à long terme des installations. Les activités d'excavation au sol des fosses septiques, de transport des matériaux et de construction proprement dite ont toutes été confiées aux bénéficiaires.

Un examen a révélé que le programme d'argent liquide était plus rentable et plus évolutif que la « constitution directe » en nature. Pour chaque tranche de 100 USD dépensés pour le bénéficiaire, CRS devait payer 18,50 USD pour effectuer le virement de fonds, contre 23 USD pour la méthode de construction directe. Cette différence était principalement due au temps nécessaire pour se procurer de grandes quantités de matériaux et pour embaucher du personnel qualifié. CRS a pu réaliser 20 000 abris et toilettes ciblés en 20 mois sur une vaste zone géographique, en grande partie grâce à l'extensibilité de la méthode de transfert monétaire.

Afin de garantir le respect des normes acceptées pour les installations construites, les conseillers techniques de CRS ont sélectionné quatre types de toilettes adaptées aux conditions favorables aux inondations, une nappe phréatique élevée et une forte densité de population. Des évaluations environnementales détaillées des sites ont été menées dans chaque ménage éligible afin d'attribuer les fosses septiques appropriées et les systèmes d'infiltration des sols et une assistance technique a été fournie. Le transfert monétaire était généralement effectué en deux ou trois tranches et les ménages devaient achever chaque étape de la construction avant le décaissement de la tranche suivante. Les bénéficiaires devaient également fournir une preuve de résidence et participer à des formations leur présentant des principes à suivre pour une reconstruction plus sûre. Cela a réussi pour les ménages qui avaient besoin de faire des réparations mineures ou de reconstruire des cabines.

À mi-parcours du projet, CRS a modifié l'approche adoptée pour les ménages avec des toilettes « totalement endommagées » de niveau 1, passant du transfert monétaire à la construction directe, pour garantir la qualité. En effet, assurer une élimination sûre des déchets dans ce contexte s'est avéré complexe en raison de la nappe phréatique élevée, et il a fallu faire appel à un spécialiste.

Un rapport sur les enseignements tirés des expériences recommandait que, conformément aux meilleures pratiques, des évaluations environnementales de sites soient menées avant la mise en œuvre de tout programme similaire, de manière à pouvoir fournir des conseils et une formation sur les modèles d'abris et de toilettes les plus résilients aux bénéficiaires. Le personnel a également recommandé que le montant en espèces soit augmenté pour toute reconstruction nécessaire dans les zones à forte nappe phréatique ou à risque d'inondations, afin de garantir la qualité de la construction. Les agences ont par ailleurs dû veiller à avoir suffisamment de personnel technique pour assurer une surveillance constante tout au long du processus de construction, lorsque les subventions en espèces devaient être utilisées pour soutenir des efforts de construction complets dans des zones présentant des défis sur le plan écologique.

97 % des fonds transférés aux bénéficiaires ont été utilisés à bon escient pour construire des abris et des toilettes. Il a été estimé que plus de 600 bénéficiaires (507 bénéficiaires de logement et 139 bénéficiaires de toilettes) n'avaient pas utilisé efficacement la première tranche de fonds pour mener à bien l'opération de construction, et ils ont donc été retirés du

programme. L'examen des « enseignements tirés » a révélé que la majorité des cas d'abandon appartenaient à la catégorie des logements « totalement endommagés » et que ces bénéficiaires faisaient partie des plus touchés. Ils ont peut-être eu du mal à entreprendre un projet de construction de cette envergure et à compléter les transferts monétaires conditionnels reçus avec leurs propres fonds ou travail. La plupart des cas d'abandons de construction de latrines sont dus à cette incapacité à se conformer aux exigences du volet « abri ». L'examen permis de conclure qu'il s'agissait d'une faiblesse potentielle dans la conception du programme car il ne répondait pas adéquatement aux besoins des bénéficiaires les plus pauvres et qu'au lieu de simplement les retirer du projet, les montants en espèces auraient dû être augmentés pour mieux atténuer ce risque. Cela souligne également la nécessité de procéder à des évaluations conjointes des besoins afin que le personnel du programme puisse s'assurer que les autres besoins du ménage sont couverts.

Source : Ahmed et Hrybyk (2016)

4. Des coupons pour la vidange des latrines pour les réfugiés au Liban.

Au Liban, dans le cadre des interventions liées à la crise des réfugiés syriens, Oxfam a piloté le recours aux coupons destinés à la collecte des déchets de latrines pour les familles vivant dans des tentes informelles dans la vallée de la Bekaa. Oxfam a retenu les services de fournisseurs privés offrant des services de vidange et a convenu d'un prix pour leurs services. Oxfam a ensuite distribué aux ménages des coupons pouvant être échangés avec le fournisseur de services en échange de la vidange de leurs latrines. Le fournisseur de services échangeait alors ces coupons avec Oxfam.

Cependant, le projet pilote s'est heurté à des difficultés. Chaque latrine a une capacité de seulement 1 m³ – alors que la citerne de vidange a une capacité de 16 m³ (qui a été la base des négociations de prix avec Oxfam). Cela signifiait qu'au début du programme, le fournisseur de services était réticent à se rendre dans un camp sans une demande suffisante pour le service (c'est-à-dire que le camion serait rempli). Dans les grandes agglomérations, les bénéficiaires pouvaient s'organiser assez facilement pour que le service de vidange puisse être fourni à de nombreux ménages en une seule visite – mais certaines communautés manquaient de bénéficiaires pour ce faire. L'augmentation des coûts de carburant, causée par des visites répétées dans chaque camp, a entraîné une augmentation des tarifs du fournisseur. Autre difficulté rencontrée par les familles : vérifier que le service était terminé et que la fosse avait été réellement vidée.

Des agences au Liban et en Jordanie ont connu des problèmes similaires en ce qui concerne la capacité de stockage de l'eau au niveau des ménages, rendant les chauffeurs de camion de l'eau hésitants à se rendre dans certaines zones de camps. Ce problème a été résolu en augmentant la capacité de stockage de l'eau au niveau des ménages et en augmentant ainsi le pouvoir de négociation des ménages. Dans ce contexte, il n'existe pas de solution comparable pour l'assainissement des ménages en raison d'obstacles juridiques et politiques. Les propriétaires fournissant les terres pour les camps informels ont stipulé qu'aucune fosse plus grande ne pouvait être creusée, alors que le gouvernement du Liban n'autorise pas la construction de structures permanentes ni la connexion au réseau d'égouts.

Oxfam a indiqué que les spécifications techniques de la vidange, les défis logistiques et les coûts associés n'avaient pas été suffisamment pris en compte par Oxfam et les fournisseurs de services. Cependant, une telle approche pourrait fonctionner dans d'autres contextes où cette question de volume ne pose pas un tel problème.

Les agences craignaient également que les camionneurs ne se débarrassent pas des déchets de manière sûre et légale, mais les vendent plutôt aux agriculteurs ou les déversent. Ce problème est en partie imputable à l'environnement réglementaire en vigueur au Liban. Légalement, les fournisseurs sont supposés traiter ces déchets, mais il reste illégal de réutiliser les eaux usées traitées pour des activités telles que l'agriculture. Cela incite les camionneurs à les rejeter, ce qui a des effets négatifs sur les eaux souterraines. La combinaison du besoin de surveiller les coûts d'élimination et de la hausse des coûts liés au programme de coupons a amené Oxfam à revenir à des projets de vidange généralisés à grande échelle. ACF prévoit d'utiliser la technologie GPS et d'installer des débitmètres sur les chariots pour améliorer la responsabilisation.

Source : Entretien

5. Expérience des coupons d'hygiène pour les réfugiés au Liban

Au Liban, Oxfam a adopté une approche consistant à utiliser des coupons pour répondre aux besoins des réfugiés syriens en matière d'hygiène, en raison du manque de satisfaction des réfugiés à l'égard des articles de la trousse d'hygiène. Il s'est avéré que les bénéficiaires vendaient les articles d'hygiène fournis dans le kit. Le système de coupons a été bien accueilli par les bénéficiaires puisqu'il a permis l'achat d'une gamme plus vaste d'articles d'hygiène. Apparemment, les besoins en personnel et en logistique auraient ainsi été réduits en comparaison avec la distribution directe et cela a mené à la réduction des tensions entre les réfugiés et la communauté d'accueil. Des défis ont été identifiés. Oxfam a eu de la difficulté à trouver un nombre suffisant de commerçants à travailler avec (ceux qui remplissaient les conditions d'un partenariat avec Oxfam : être officiellement enregistré et avoir la capacité de stocker une variété d'articles et de traiter avec un grand nombre de clients). Il est arrivé que des fournisseurs ne respectent pas la nature des articles ou les prix spécifiés dans le contrat. Il a été noté que certains bénéficiaires avaient besoin d'acheter des produits alimentaires, qui n'étaient pas inclus dans la liste. Enfin, les coupons ont été difficiles à gérer dans un contexte où les mouvements de bénéficiaires sont fluides et où les marchands ne sont donc pas nécessairement faciles à atteindre.

Source : Oxfam Liban (2015b) ; entretien

6. Utilisation des SP pour répondre aux besoins des réfugiés au Liban

Des subventions polyvalentes (SP) ont été accordées à des réfugiés au Liban et en Jordanie pour répondre à divers besoins de base, notamment ceux liés à WASH. Au Liban, une valeur de 175 USD par ménage et par mois a été calculée sur la base d'une analyse du MEB mensuel de survie moyen pour les citoyens, comprenant nourriture, loyer, eau, articles non alimentaires, transport, vêtements et communications, et la moyenne des montants manquant au revenu des ménages pour répondre à ces besoins.

Les besoins en matière de WASH ont été pris en compte dans le panier de dépenses minimum de survie, sur lequel se base le calcul de la valeur de la subvention polyvalente transférée, y compris les coûts d'achat de divers articles d'hygiène et d'achat d'eau auprès de fournisseurs privés.

Une évaluation a mesuré la différence sur le plan du bien-être physique et matériel entre les réfugiés bénéficiaires du programme de SP et un groupe témoin de réfugiés. Cette évaluation concernait le bien-être physique tel que la satisfaction des besoins de survie (nourriture, eau et santé) et le bien-être matériel tel que la satisfaction d'autres besoins (logement, hygiène personnelle et vêtements). Les indicateurs liés au bien-être ont été mesurés par des approximations de la « consommation », par le biais de modifications des données de dépenses.

Les bénéficiaires du programme de SP affichaient des niveaux de consommation plus élevés pour les produits de première nécessité, ce qui se traduit par des dépenses nettement plus élevées en indicateurs relatifs au bien-être physique et matériel, en particulier aux aliments et au gaz utilisés pour la cuisine. Les dépenses mensuelles totales en nourriture, en eau, en logement et en santé et hygiène étaient en moyenne 20,8 % plus élevées que celles d'un ménage non bénéficiaire avec le même niveau de vulnérabilité et les mêmes caractéristiques. Cela incluait certaines dépenses d'eau et d'articles d'hygiène, mais les principales augmentations étaient dues à l'alimentation. L'étude considère qu'il ne s'agit là de rien de surprenant, si l'on suppose que, dans un état de stress économique majeur, les ménages risquent d'accorder moins d'importance à la consommation de certains services par rapport à la nourriture, l'eau ou le loyer.

L'étude a montré que les SP avaient un effet déterminant sur le sentiment de bonheur des bénéficiaires, qui étaient heureux de pouvoir répondre aux besoins de leurs ménages. Elle conclut que c'est essentiellement cette image globale de bien-être accru, y compris le bien-être mental (ou le « bonheur ») des bénéficiaires qui valide la valeur de l'approche basée sur les SP en tant que moyen de fournir une aide de base aux réfugiés dans ce contexte.

Une autre étude a évalué l'impact des SP sur la qualité du logement et a fourni des preuves en matière d'assainissement. Ils ont constaté une amélioration générale des types d'abris utilisés par les ménages après l'intervention monétaire. Cela inclut une augmentation de l'utilisation des toilettes à chasse d'eau de 13 % à 17,4 %.

Source : Foster (2015) ; Battistin (2015) ; El Asmar et Masterson (2015)



Interventions monétaires menées par les programmes WASH dans les camps de réfugiés